

La Lutte de Classes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

45, Bd de la Villette
PARIS (10^e).

NOVEMBRE 1929

2^e ANNÉE
N^o 15

S O M M A I R E

Tardieu au Pouvoir (*Editorial*). — Le Communisme en Alsace-Lorraine et la question nationale (*Pierre Naville*). — La vie de la Revue. — Coup d'œil sur le mouvement ouvrier an-

glais (suite) (*Paul Sizoff*). — A propos de l'opposition communiste allemande. — La situation politique en Allemagne et le groupe Brandler (*Kurt Landau*). — Et après? (*Rédaction du Bulletin de l'opposition russe*).

A l'Américaine

A l'américaine, tel est le mot d'ordre de la bourgeoisie tardieusarde. Elle a lancé son bonhomme comme on lance une nouvelle vedette de cinéma, avec les méthodes les plus modernes de la réclame commerciale. Partout en première page des journaux, à la devanture des boutiques, sur l'écran des actualités, s'étale le sourire optimiste de Tardieu succédant au visage renfrogné de Poincaré. De grandes affiches sur tous les murs de Paris vantent les mérites du nouveau produit et déblatèrent la concurrence malheureuse de Daladier et consorts. Le citoyen standardisé par la réclame se laisse imposer le nouveau héros populaire comme il s'est laissé imposer le savon Cadum. On expérimente les méthodes scientifiques pour fabriquer la popularité. A l'américaine, le nouveau gouvernement, fait des pièces interchangeables sans se soucier des vieilles étiquettes de parti, qui met au rancart ces vieilles machines démodées et lentes à mettre en mouvement que sont les partis politiques traditionnels. Tardieu bat un record de vitesse dans la constitution de son gouvernement. Il ne regarde pas à la dépense pour

obtenir un rendement meilleur et plus rapide. Il prend des hommes de ci, de là, de droite et de gauche, en plus grand nombre possible de manière à satisfaire le plus d'appétits possibles et à s'assurer la clientèle la plus large.

Les vieux partis politiques de la démocratie s'indignent de ces nouvelles méthodes de concurrence qui les désarment et les battent sur un terrain qui n'est pas le leur, comme le petit commerce artisanal proteste contre les méthodes des grands magasins. On dénonce gravement ce ministère de confusion, composé avec des personnages hétéroclites et sans principes. On démontre gravement, ô rétrograde Léon Blum, qu'il ne pourra durer parce qu'il viole les règles traditionnelles du jeu des partis dans la démocratie. On prédit que le ministère sans principes ne durera pas, qu'il succombera à l'assaut conjugué de la droite mécontente de la politique extérieure et de la gauche mécontente de la politique intérieure, puis l'on s'aperçoit que l'on s'est trompé.

La réussite de Tardieu suscite une fièvre d'américanisme politique. La droite S.F.I.O. n'a pas

digéré le supplice de Tantale qu'on lui a infligé pendant quelques semaines pour la mener à la déception finale — elle arbore elle aussi le drapeau de la rationalisation politique à l'intérieur du parti, de l'autonomie du groupe parlementaire, de la révision des statuts, de la lutte des jeunes contre les vieux. Comme Tardieu s'adresse au « pays » par dessus la tête des députés, elle menace de s'adresser aux électeurs par dessus la tête des militants et des organismes régulièrement constitués. La lutte de la droite et de la gauche S. F. I. O. apparaît de plus en plus comme la lutte entre les modernisateurs et les rétrogrades. Tandis que la gauche reste attachée aux vieilles formes révolutionnaires vidées de tout contenu qui la pétrifient et l'immobilisent dans un dogmatisme grandiloquent à la M. Prudhomme, la droite veut s'armer des méthodes de technique politique les plus modernes pour se frayer la route dans les nouveaux sentiers de la démocratie bancaire.

Avec des méthodes américaines, des résultats américains. Prospérité ! clame Tardieu après Hoover. L'optimisme est à l'ordre du jour. Après la période des vaches maigres, celle des vaches grasses, après les temps de pénitence, la grande liesse. Il ne s'agit plus de se restreindre et d'économiser, mais de dépenser sans crainte et sans compter, si ce n'est en vue du rendement. L'économie du spéculateur succède à celle du père de famille. Autres temps, autres hommes. Le visage de Poincaré drapé dans « sa vieille honnêteté de républicain du temps de l'Empire », veillant au chevet de sa mère malade la bourgeoisie et de son petit franc, a fait place au large sourire du cynique et corrompu Tardieu, l'homme de la N'Goko Sangha et de Homs Bagdad, qui mène la danse des cinq milliards et des dégrèvements d'impôts. Poincaré et les autres républicains sont au rencart, Tardieu triomphe avec les méthodes d'efficiences. Et les partis politiques battus dans la concurrence, comme le parti radical et le parti S. F. I. O. de jeter des cris d'orfraies en l'accusant d'avoir volé leur programme. Mais Tardieu fait vite et mieux... Cela ne prouve qu'une chose : tous les partis politiques bourgeois (en y comprenant la S. F. I. O.) sont d'accord sur la politique d'ensemble à mener. Leurs appréciations du genre de marchandises qu'il convient d'écouler sur le marché politique du moment convergent, mais ils sont plus ou moins bien outillés pour la concurrence et tous se sont laissés distancer par l'équipe « sans principes » de Tardieu.

Cette fièvre d'américanisme, de rationalisation et d'efficiences dans tous les domaines, n'est pas particulière à la France. Il n'est pas jusqu'à l'U. R. S. S., où la *Correspondance Internationale* nous apprend la fabrication en série de jeunes

« Américains Soviétiques » (sic !), qu'elle ne gagne. Et cela est normal puisque le capitalisme américain est le capitalisme le plus ferme, le mieux outillé par les méthodes les plus modernes. Mais attention ! Le moment que Tardieu choisit pour nous rabattre les oreilles de ses glapissements standardisés sur la prospérité est en même temps celui où le krach colossal de New-York met à nu les dessous de cette célèbre prospérité. Nous apprenons la formidable inflation de crédit qui la sustentait et qui, soudain, s'effondre, la réduisant à ses proportions véritables, respectables sans doute. Le mythe électoral de Hoover s'effondre devant la réalité de la crise qu'on a cherché à retarder. C'est la loi du régime capitaliste que toute prospérité est instable. Par la réalité américaine on peut juger de la valeur des mythes américains de Tardieu !

Dans son langage de grossier bateleur Tardieu promet la prospérité au moment précis où les événements mettent directement en cause la possibilité même de cette prospérité, au moment où la Bourse, malgré les flatteries et les encouragements du pouvoir, faiblit sérieusement.

Certes, le capitalisme français ne souffre plus les affres de l'après-guerre ; il vit et se développe. Mais les signes avant-coureurs de crises internationales qu'il doit se contenter de subir, apparaissent déjà. Aux travailleurs d'en prendre conscience et de ramasser leurs forces. Il ne se passera pas une décennie avant que la prospérité de Tardieu montre son vrai visage : les efforts furieux du capitalisme pour assurer une domination stable que rien ne permet, que tout ruine, et que les prolétaires abbatront.

LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE :

La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition, par L. TROTSKY (Bibl. de l'Opposition communiste. Libr. du Travail. 64 p., 3 fr.). — *Vers un nouveau congrès d'Amiens*, par M. CHAMBELLAND (Discours prononcé au 5^e Congrès de la C. G. T. U. Introd. de P. Monatte. Libr. du Travail. 0 fr. 75). — *Spartacus*, par M. OLLIVIER. (Ed. de l'Épi). — *Léon Bazalgette*. Hommages et pages choisies (Ed. des Humbles). — *Vers l'autre flamme*, par P. ISTRATI (Ed. Rieder).

La Lutte de Classes

paraît tous les mois

45, Boulevard de la Villette, Paris 10^e

Le Numéro — 2 francs.

Abonnements :	FRANCE	ETRANGER
1 an	20 fr.	30 fr.
six mois ..	10 fr.	15 fr.

Compte Chèque postal : 1333.80 Naville-Paris.

Le Communisme en Alsace-Lorraine et la question nationale

1. LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE EN ALSACE

La politique du Parti Communiste poursuit en Alsace-Lorraine ses zig-zags. Là comme ailleurs elle s'avère profondément incapable de prévoir ou de diriger quoi que ce soit, louant ceci, blâmant cela en se traînant à la remorque d'événements qui se passent en dehors d'elle.

Du jour au lendemain, les leaders autonomistes, pour lesquels, à part certains personnages trop notoirement réactionnaires, comme Brogly ou Walter, la presse communiste n'avait que des amabilités, avec quelques réserves sur leur « incompréhension » des buts et des moyens d'une lutte de classe à laquelle ils sont pour la plupart, et pour cause, parfaitement étrangers, sont devenus des traîtres et des renégats.

Que c'est-il donc passé ? Un geste d'indépendance des jurés de Besançon, refusant la distinction vraiment par trop déshonorante d'être de plus fidèles laquais des hommes au pouvoir que les jurés d'Alsace, geste de défense personnelle et de répulsion devant un certain fumet policier auquel toutes les narines ne peuvent pas s'accoutumer, a mis le feu aux poudres accumulées depuis longtemps entre le Bureau Politique du Parti et le Bureau régional d'Alsace-Lorraine, après les élections municipales. Après l'acquiescement de Roos, l'*Humanité* parla d'échec à l'impérialisme français, comme si les jurés avaient manifesté leur solidarité avec les décisions du 6^e congrès, mais l'impérialisme français, prenant à son compte la décision de Besançon, prépara un projet d'amnistie assez habilement fait pour diviser autonomistes et communistes. Il mit l'apaisement à l'ordre du jour. Il rectifia sa politique de violence. Par suite, le procès de Benoît, l'agresseur alsacien de Fachot, fut réglé comme une comédie. Fachot, témoin, requit l'acquiescement avec la même servilité qu'il avait mise à requérir des condamnations comme procureur au procès de Colmar. L'*Humanité* se ressaisit, crie à la trahison des autonomistes et des avocats (très fort pour Fourier parce qu'il est oppositionnel et parce que tous les moyens sont bons, très doucement pour Berthon parce qu'il est orthodoxe) et Saint-Preux, à l'instar de Fachot, chanla la quillodie à deux jours d'intervalle dans les mêmes colonnes de l'*Humanité*. En même temps le conflit s'envenime avec le bureau régional d'Alsace-Lorraine, en partie sous la pression d'arguments socialistes qu'on feint de mépriser, et l'on voit Doriol, expert en questions nationales (voir le banquet avec Li-Ti-Tsin et tous ses articles sur la révolution chinoise en 1926) porter les foudres du parti à Hueber, Mourer et consorts et prendre ainsi une petite revanche personnelle de ses humiliations passées.

Mais, au fait, qu'a-t-on trahi ? Voyons d'abord les avocats. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il est notoire que Berthon est simplement un républicain modéré. Il n'est sous aucun rapport un communiste et n'est inscrit au parti que pour la forme. On l'utilisait dans les procès et on avait

raison lorsqu'il s'agissait de faire acquitter des camarades. Le procès de Benoît lui donnait évidemment une occasion d'exhiber ses talents, et il les a exhibés jusqu'à l'éloge de Fachot inclusivement. Quant à Fourier, qu'on dénonce simplement parce qu'il est oppositionnel, tandis qu'on pousse la prudence jusqu'à ne pas nommer Berthon, on ne peut guère lui reprocher que de n'avoir pas fait condamner ses deux clients et de n'avoir pas montré à cet effet suffisamment de bonne volonté. Et les autonomistes, qu'ont-ils trahi ? Que leur reproche-t-on, à eux et à leurs avocats, sinon de s'être montrés tels qu'ils sont avec franchise. Ont-ils jamais réclamé autre chose que celle « autonomie administrative et législative dans le cadre de la France » ? Ne sont-ils pas, pour la plupart, de bons Français, de bons bourgeois, et de bons chrétiens ? Ont-ils jamais revendiqué de droit à la séparation ? Ils se plient aujourd'hui aux manœuvres d'apaisement, car en réalité ils n'ont jamais songé à pousser le conflit à ses limites qui est toujours pour eux resté borné à quelques revendications précises sans les buts occultes que leur attribuait assez ridiculement la police, et non en un autre sens car il n'est pas du tout dit qu'ils abandonneraient ces revendications précises. Qu'ont-ils trahi ? Un plébiscite qu'ils n'ont jamais réclamé ! Une lutte de classe dont ils ignorent, et pour cause, la signification ! Ce sont les rédacteurs de l'*Humanité* qui trahissent eux-mêmes leur sottise et leur inconsistance politique en dénonçant aujourd'hui avec des accents de pucelle outragée le « vieux lion du Sundgau » (Ricklin) sur lequel ils s'attendrissaient encore hier, en passant son silence ses manifestations de béatifier au cours du procès Roos.

Que signifie la nouvelle manœuvre de l'impérialisme français ? Qu'il s'est arrêté à temps dans une voie qui menaçait d'être désastreuse pour lui. Le verdict de Besançon, acquiescement de Roos ce n'était pas un échec à l'impérialisme français, mais un sage avertissement à l'impérialisme français venant de patriotes éclairés. Et nous n'hésitons pas à dire que s'il s'est arrêté, c'est qu'il en a effectivement la possibilité. Le mouvement autonomiste alsacien-lorrain, si on le considère comme un mouvement de l'ensemble de la population, est en effet de ceux qui peuvent se résoudre dans le cadre de l'impérialisme français. Il ne s'agit pas d'appliquer n'importe où et n'importe comment les thèses de l'I. C. sur la question nationale. Le cas de l'Alsace-Lorraine n'est pas celui de l'Inde et de l'Indo-Chine. L'Alsace-Lorraine n'est pas une colonie. A-t-on fait la preuve que l'économie alsacienne et la bourgeoisie alsacienne ne pouvaient se développer dans le cadre du capitalisme française et en devenir solidaire ? Non. Il est juste de dire qu'au fond il n'y a qu'un « malentendu » entre la bourgeoisie alsacienne et l'impérialisme français, et c'est ce malentendu qui a permis à la petite bourgeoisie intellectuelle et politicienne d'Alsace de cristalliser autour d'elle une partie du mouvement ouvrier et paysan. Ce mouvement alsacien-lorrain était tout

autre chose que, selon l'expression pédantesquement voltairienne de Leon Blum, « un irrédentisme religieux », mais il n'était pas de ceux que seule la guerre des classes pourra dénoncer comme les mouvements coloniaux ou les mouvements de minorités nationales réellement opprimées et ouvertement séparatistes qui existent en Europe (le mouvement macédonien, par exemple).

Tant que la bourgeoisie impérialiste de France, sous l'impulsion du chauvinisme délirant d'après guerre, livrait l'Alsace à la curée des capitalistes proprement français, à des fonctionnaires bornés et ignorant la langue allemande, à une soldatesque brutale, tant qu'aux doléances de la population alsacienne elle répondait par une répression farouche, le devoir des communistes était incontestablement de rendre le plus pénible possible cette période de transition à leur propre impérialisme, de ne le manquer à aucun de ses faux pas, de dénoncer les causes organiques de cette oppression, de ne pas imiter les socialistes en abandonnant le prolétariat alsacien, dans une expérience qu'il devait tenter par la force des choses. La question alsacienne était tout autre chose qu'une question religieuse. Toute oppression sur l'ensemble d'une population est sentie avec une violence déçue par le prolétariat. La question linguistique en particulier n'était pas et n'est pas encore une question uniquement culturelle, mais sous un certain aspect, une question de classe.

Dans ces conditions, le devoir des communistes était d'avoir une politique ouvrière et paysanne précise en Alsace-Lorraine, d'ajouter aux revendications communes des prolétaires français les revendications particulières des prolétaires alsaciens, de ne manquer en aucune occasion d'agir vigoureusement contre l'arbitraire gouvernemental. Dans une certaine mesure ils l'ont essayé. Mais c'est dans leur ligne générale en face de l'autonomisme qu'ils n'ont pas su le développer.

De la même manière que le mouvement communiste ne réussit à être actuellement, en dépit de ses voûtes et de ses réformismes hurlants, le communisme alsacien-lorrain n'a pas réussi à être un communisme véritable, mais un autonomisme d'extrême gauche. Qu'est-ce qui distingue en effet le communisme de l'autonomisme en Alsace-Lorraine ? Le mot d'ordre du plébiscite. Ce mot d'ordre n'est qu'un mot d'ordre ultra-autonomiste ; et de plus quel est son contenu ? S'agit-il d'un plébiscite en faveur du rattachement à la France ou au Reich ? Dans ce cas il est bien évident que l'expérience serait favorable pour l'impérialisme français, pour peu qu'il ait le courage de la tenter. Ce n'est donc pas un mot d'ordre révolutionnaire prolétarien. S'agit-il de créer un Etat lampon ? Cette idée n'est venue à personne ; elle rappelle seulement les fantaisies de la République Rhénane et se ramènerait en dernière analyse au premier cas. C'est une abstraction romantique dépourvue de toute espèce de signification historique et même de signification tout court. Et c'est tout juste ce qui va rester au communisme officiel, maintenant que le malentendu entre la bourgeoisie française et la bourgeoisie alsacienne est en voie d'apaisement. Les communistes se retrouveront alors sans figure propre, sans attitude définie. Ils récolteront ainsi, si quelques révolutionnaires intelligents d'Alsace

n'y veillent, les fruits d'une politique opportuniste au plus pur sens de ce mot, c'est-à-dire imprévoyante.

2. LA SCISSION

La crise ouverte dans le parti après le procès de Besançon et les élections municipales a eu une conséquence immédiate : la région alsacienne du parti s'est scindée en deux. Il y a pas et il il n'y a pas eu de différences de principes entre les deux branches, comme nous le verrons en examinant les récentes thèses du parti sur la question alsacienne. Il y a seulement eu des différences de tactique locale. Bien entendu, ces différences de tactique locale sont, en outre, révélatrices de points de vue divergeants sur des questions de tactique générale du mouvement ouvrier. Mais sur le fond de la question, c'est-à-dire sur l'appréciation de l'Alsace-Lorraine comme *minorité nationale*, les deux fractions communistes sont d'accord.

Les différences de tactique locale sont celles-ci : Les uns veulent étendre le front anti-impérialiste jusqu'aux autonomistes laïcs, voire jusqu'aux cléricaux, tandis que les autres prétendent batailler seuls, et n'acceptent d'alliance avec des autonomistes que sur le terrain du programme communiste. Les premiers, constituent la majorité des communistes alsaciens, notamment à Strasbourg, dont la mairie a été conquise par Hueber à la suite de manœuvres et de marchandages qui ne se distinguent en rien de ceux que pratiquent quotidiennement les partis bourgeois. Le « front unique » avec les autonomistes leur a permis de conquérir en outre des sièges de conseillers municipaux à Colmar et dans quelques autres endroits. Les seconds sont actuellement en minorité en Alsace. Ils bataillent avec le Comité Central pour rallier leurs troupes et partir de nouveau à la conquête des postes municipaux et autres, sur une base plus restreinte. Les premiers sont maintenant organisés en « Parti communiste alsacien », et ils publient un journal quotidien : *Die Neue Welt*. Les seconds, réunis dans la squellettique région d'Alsace-Lorraine du P. C. officiel, publient toujours quotidiennement *l'Humanité* de Metz, dont le tirage a fortement baissé. Voilà toutes les différences qui existent entre eux. Il est certain que le P. C. dissident a une tradition tout à fait réformiste et social-démocrate et que son attitude actuelle est tout à fait fautive, parce que le soutien qu'il accorde aux autonomistes se renforce au moment où ceux-ci entrent ouvertement dans la voie de l'accomodement avec le capitalisme français. Du même coup Hueber et son groupe désorientent les masses ouvrières et paysannes, en leur faisant espérer que les autonomistes lutteront pour leurs revendications de classes, alors qu'il est déjà évident depuis longtemps que les leaders autonomistes ne sont que les porte paroles de revendications petites-bourgeoises ou étroitement corporatistes, celles des fonctionnaires ou des paysans. Les revendications paysannes (et les autres) doivent être soutenues par le P. C. dans le cadre de sa propagande et de son programme généraux, et il ne faut pas laisser se développer l'illusion que les chefs autonomistes peuvent sérieusement lutter pour ces revendications. Le groupe Hueber est logique avec sa position théorique. Il se place résolument sur le

terrain démocratique petit-bourgeois. Cela ne fait aucun doute pour personne. Son but, son mot d'ordre principal, c'est la lutte contre l'impérialisme français, pour le plébiscite et la séparation de l'Alsace. Pour l'atteindre il s'appuie sur tous les éléments qui font une opposition au gouvernement central, autonomistes cléricaux et laïcs, en pratiquant ce qu'on appelle le front anti-impérialiste large. Quant au Parti Communiste, il est tout simplement illogique avec lui-même. Sa base théorique est la même que celle d'Hueber : l'Alsace-Lorraine est une minorité nationale opprimée, par conséquent il faut appuyer ou provoquer un mouvement nationaliste démocratique contre l'oppression impérialiste. Seulement, il prétend mener cette lutte seul, et en y entraînant surtout les ouvriers. Comme cette tentative serait vouée à l'échec, il pratique quand même l'alliance avec les autonomistes laïcs, mais en réclamant de ceux-ci l'adoption de quelques points du programme communiste (amnistie, paix avec l'U. R. S. S., etc.). Les autonomistes s'empressent d'ailleurs de les adopter, pour bénéficier des voix communistes, et après, envoyer leur programme au diable ! C'est un marché de dupes des deux côtés. Mais si vraiment il y a en Alsace une lutte démocratique pour un plébiscite, pour le libre droit de l'Alsace à disposer d'elle-même, il faut faire le front unique non seulement avec les autonomistes laïcs, mais aussi avec les cléricaux, à la façon d'Hueber, qui est un nationaliste démocrate conséquent. Le parti n'ose plus aller jusque là. Il révèle ainsi toute la contradiction énorme de la politique du parti en Alsace-Lorraine, et du même coup la position erronée du parti sur la question nationale en Europe. Cette contradiction consiste à vouloir mener une lutte nationale qui ait des buts nationalistes et démocratiques petits-bourgeois, avec les armes de l'internationalisme prolétarien. Il faut briser cette contradiction.

Sans cela, on tombe forcément dans les filets de la bourgeoisie et l'on retarde l'heure de la révolution prolétarienne en canalisant la révolte ouvrière vers des objectifs qui ne peuvent pas être ceux de la classe ouvrière.

3. L'ALSACE EST-ELLE UNE MINORITÉ NATIONALE ?

La théorie de l'Alsace minorité nationale vient d'être exposée, une fois de plus, dans les thèses du C. C. pour le congrès de la région d'Alsace-Lorraine. Ces thèses n'ayant paru qu'en allemand dans le journal du parti en Alsace, nous reproduisons ci-dessous quelques-uns des passages saillants du 1^{er} chapitre : *l'Alsace comme minorité nationale*.

« Les chauvins de toute espèce, y compris les social-démocrates, affirment que par le fait de son rattachement à la France, l'Alsace-Lorraine a perdu son caractère de minorité nationale, qu'ils lui avaient reconnu lorsqu'elle était sous la domination allemande. L'affirmation toujours répétée que la France était devenue « une et indivisible » représente la négation absolue du droit de l'Alsace-Lorraine à se considérer comme une minorité nationale et de prétendre aux revendications qui y correspondent. Cette théorie masque en réalité une politique de conquête et la poli-

tique d'oppression des minorités nationales que la France pratique dans toutes les parties du monde et surtout en Alsace-Lorraine.

« Notre parti doit repousser ce point de vue avec la plus grande énergie. Le fait que l'Alsace-Lorraine soit réintégrée à la France ne lui enlève pas plus son caractère de minorité nationale que ce n'est le cas pour d'autres pays, qui sont, par exemple, sous la botte de l'impérialisme polonais ou serbe. Pour les raisons suivantes le P. C. F. doit rétablir la vérité historique en considérant l'Alsace-Lorraine comme une minorité nationale, vérité niée par les chauvins, les impérialistes et les social-démocrates.

« a) Du point de vue historique l'Alsace-Lorraine a été à plusieurs reprises annexée et opprimée par l'impérialisme français, à plusieurs reprises annexée et opprimée par l'impérialisme allemand et ne peut être considérée que comme minorité nationale. L'Alsace-Lorraine fut souvent le théâtre de la guerre entre les deux pays qui se battaient pour ses richesses. Le résultat de ces conflits historiques, c'était l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'un ou l'autre de ces deux pays, sans que jamais la population fut consultée.

« Le caractère de minorité nationale de l'Alsace-Lorraine a toujours été reconnu par les organisations révolutionnaires du prolétariat. (Première et Deuxième Internationale avant la guerre). La I^{re} Internationale avait protesté énergiquement contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne, par le fameux vote de Bebel et de Wilhelm Liebknecht au Landtag prussien. La II^{me} Internationale défendait aussi ce point de vue au moment de son activité révolutionnaire. (Discours de Bebel au Reichstag allemand, élection de Bebel à Strasbourg.) Jusque'en 1920 elle appuyait la revendication de l'autonomie administrative; bien qu'il faille considérer ces revendications comme le désir des réformistes de masquer la liberté absolue de l'Alsace-Lorraine à disposer d'elle-même, y compris la séparation d'avec la France.

« La formation de conseils d'ouvriers et de soldats qui prirent le pouvoir en novembre 1918 fut une manifestation importante des masses travailleuses de l'Alsace-Lorraine pour un pouvoir indépendant. Ces Conseils d'Ouvriers et de Soldats, germes du pouvoir prolétarien, furent brutalement dissouts à l'arrivée des troupes françaises, avec la complicité des chefs socialistes. Cette dissolution brutale d'organisations librement élues par les masses ouvrières pour se libérer de l'oppression nationale et de l'oppression de classe, doit être considérée comme la première manifestation de l'impérialisme français contre l'autonomie de l'Alsace-Lorraine.

« b) Les annexions brutales de l'Alsace-Lorraine furent toujours accompagnées d'un pillage systématique de ses richesses, de la part du vainqueur. C'était le cas de l'impérialisme allemand après la guerre de 1870-71. C'était aussi celui de l'impérialisme français après la guerre de 1914-1918. C'est ainsi que les capitalistes français ont empoché pour 70 millions de francs les forges et les mines lorraines d'une valeur de 8 milliards et demi. Dans d'autres branches industrielles, le textile, le cuir, la potasse, les mêmes faits se sont répétés.

« Grâce à de nombreuses mesures de coercition (sequestre, Commission de triage, expulsions)

quelques capitalistes de l'intérieur et plusieurs de leurs agents d'Alsace-Lorraine ont pu s'approprier le bien de nombreux Alsaciens-Lorrains accusés de germanophilie.

« Par contre, environ 150.000 Alsaciens-Lorrains qui possédaient des intérêts en Allemagne, ont dû subir des pertes. L'annexion de l'Alsace-Lorraine par la France a trouvé son expression dans le pillage des richesses de ces provinces, en faveur des capitalistes français et de leurs alliés alsaciens-lorrains. Ce pillage avait comme conséquence naturelle, une oppression économique particulière, que devaient supporter les couches travailleuses de la population. »

Après cela on énumère, comme autres formes d'oppression impérialiste la question des impôts, celle de la langue, la situation inférieure des fonctionnaires et la repression qui suivit l'établissement des Français dans l'Alsace en 1919.

Résumons en deux mots :

1°. L'Alsace-Lorraine doit être considérée comme une minorité nationale parce qu'elle a été constamment annexée, à cause de ses richesses, tantôt par la bourgeoisie française, tantôt par la bourgeoisie allemande.

2°. En tant que minorité nationale opprimée depuis 1918 par l'impérialisme français, l'Alsace-Lorraine doit réclamer, au nom de la volonté populaire (ou bien des masses ouvrières ? on ne le sait pas très bien) le droit à l'autonomie (politique, économique ? on ne le sait pas non plus très bien). L'autonomie réalisée sous l'hégémonie du prolétariat mènera à la révolution socialiste.

Cette théorie absurde, bornée et rétrograde, sert de base à l'action du parti communiste en Alsace. Elle est en honneur aussi bien dans le Parti officiel que dans le groupe Hueber. Hueber la couronne démocratiquement par une sage administration de la ville de Strasbourg et par une lutte en commun avec les autonomistes petits-bourgeois, politiciens locaux roués qui le dupent remarquablement, sur le dos du prolétariat alsacien. Le parti officiel est moins conséquent et il se refuse au front unique avec les autonomistes petits-bourgeois. Cette thèse vient d'être réaffirmée au Congrès régional du P. C. en Alsace, et parallèlement, encore aggravée, au Congrès du parti communiste alsacien (groupe Hueber).

La lutte du parti communiste en Alsace s'est donc déroulée selon la ligne suivante : on pousse le prolétariat à adopter, en plus des siennes propres, les revendications de la petite bourgeoisie et des paysans et à les lier dans la revendication générale d'un plébiscite démocratique pour l'autonomie, pour le droit de l'Alsace-Lorraine à se séparer de la France. Il s'agit donc de développer une lutte anti-impérialiste et d'appeler à lutter sur le front anti-impérialiste tous ceux qui souscrivent, même partiellement, au mot d'ordre fondamental du droit de l'Alsace à disposer d'elle-même.

Cette tactique est fautive dans son ensemble, et elle mène le mouvement communiste en Alsace à l'impasse. C'est un pauvre mélange des idées défendues par Lénine et du plus vulgaire opportunisme. On y trouve pas trace d'une vigoureuse orientation de classe. Est-ce que les camarades alsaciens se sont souciés de comprendre ce qu'est la lutte anti-impérialiste qu'ils défendent avec une telle chaleur ?

La lutte anti-impérialiste doit, de toute évi-

dence, se mener contre un impérialisme, par exemple, contre l'impérialisme français. Les colonies françaises, par exemple, luttent d'une manière conséquente contre l'impérialisme français. Les paysans marocains qui ont tenté une lutte pour l'indépendance ont mené une vraie lutte anti-impérialiste, pour une révolution nationale, c'est-à-dire pour le succès d'une révolution populaire essentiellement appuyée sur les masses paysannes et travailleuses opprimées. En Chine les masses ouvrières et paysannes ont entraîné un puissant mouvement anti-impérialiste, principalement dirigé contre le Japon et l'Angleterre; elles faisaient une révolution nationale, entraînant toutes les couches pauvres de la population, contre l'opresseur étranger; sous cette forme la révolution ne pouvait atteindre qu'un stade démocratique. Pour réaliser une révolution prolétarienne, il fallait que le prolétariat communiste prenne en toute indépendance la tête du mouvement d'émancipation, et qu'il s'attaque aussi bien à l'impérialisme étranger qu'à la bourgeoisie de l'intérieur, au capitalisme et au féodalisme indigène.

Mais en Alsace ? En Alsace le stade démocratique capitaliste est atteint depuis longtemps. Depuis que l'Alsace a été intégrée par force dans le cadre de la république capitaliste française, la bourgeoisie alsacienne a fortement lié ses intérêts à ceux de la bourgeoisie française en général. Les grands usiniers de la Lorraine, les producteurs de potasse et les raffineurs de pétrole n'ont pas d'intérêts économiques distincts de ceux des capitalistes français en général. Ils font partie du système impérialiste français au même titre que les maîtres de forges du massif central ou du Nord. Il n'y a pas une liaison ou une demi-liaison entre les capitalistes alsaciens et les capitalistes de « l'intérieur ». Dans le cadre de la classe bourgeoise, manœuvrant à l'intérieur des mêmes limites, avec les mêmes intérêts, ils sont absolument fondus. Il ne peut donc pas y avoir une lutte d'une fraction quelconque de la bourgeoisie alsacienne-lorraine contre le grand capital français; elle-même fait partie de ce grand capital.

La petite bourgeoisie n'a pas, en Alsace comme ailleurs, d'intérêts économiques profonds distincts de ceux de la grande bourgeoisie. Elle se plaint d'une mauvaise assiette des impôts, de brimades administratives. Sur cette base elle a fait une large agitation. Mais est-ce une agitation qui revêt d'une façon quelconque un esprit anti-impérialiste ? Nullement. Cette petite bourgeoisie alsacienne n'a jamais elle-même réclamé le plébiscite. Elle n'a jamais voulu, elle ne veut pas et elle ne peut pas faire une révolution nationale. Elle n'a jamais songé sérieusement à s'allier au prolétariat et à unifier ses revendications avec celles de la classe ouvrière. Elle a mendié auprès du gouvernement et des grands groupements d'intérêts économiques une meilleure répartition des impôts municipaux, un meilleur traitement des fonctionnaires locaux, un usage plus large de la langue allemande. Elle ne s'est jamais considérée comme minorité nationale, mais comme minorité administrative ! L'agitation qu'elle a entretenue dans de larges couches de la population pouvait être exploitée par les communistes, mais elle ne pouvait en rien servir de point d'appui, ni même de raison d'être pour une lutte anti-impérialiste.

Au lendemain de la guerre, la grande industrie s'est vite rétablie et orientée. La production paysanne, même la grande, a été plus longue à se faire à ses nouvelles conditions, et pendant quelques temps elle a entretenu et propagé un esprit d'opposition au capitalisme français. Mais au bout de peu de temps les gros producteurs d'eaux-de-vie, de vins, de fruits, se sont tirés d'affaire sur le dos des petits. Les petits seuls, désarmés économiquement, soutenus par les prêtres qui étayaient leurs revendications religieuses sur leur mécontentement économique sont restés dans la lutte. Mais eux aussi s'adaptent. Et dans la mesure où leur malaise continuera, ce ne sera rien d'autre que le malaise de l'ensemble de toute la petite paysannerie sous le régime des trusts, du monopole et de la grande production. C'est le malaise permanent de la petite paysannerie et des classes moyennes dans le régime capitaliste, surtout dans sa phase actuelle où la constitution de trusts, d'ententes de toutes sortes, diminue encore de reste d'indépendance du petit producteur.

Mais, nous répondent les thèses des communistes alsaciens, il est bien possible, que l'agitation petite-bourgeoise et paysanne puisse être apaisée dans le cadre économique et administratif de la République française « une et indivisible ». Il est bien possible que les ouvriers de la Moselle ou du Haut-Rhin n'aient pas d'autres revendications de classe différentes de celles des autres ouvriers, français ou allemands, en dehors de leurs revendications de langues ou de cultes. Il n'en reste pas moins vrai que la population d'Alsace-Lorraine a été arrachée par la force à l'Allemagne, et qu'elle a été annexée par l'impérialisme français. Il faut donc protester contre cette annexion, réclamer le droit pour l'Alsace de n'être plus annexée, ni par la France, ni par l'Allemagne, mais de se constituer en république indépendante.

Pardon ! La chose n'est pas si simple. En quoi consiste la réannexion de l'Alsace-Lorraine par la France en 1918 ? Les communistes alsaciens y voient simplement la mainmise du capitalisme français, grâce à sa victoire militaire, sur les richesses de cette région : mines, usines, ports, canaux, cultures. De même l'annexion par l'Allemagne en 1871 signifiait simplement la mise en poche du fer lorrain permettant l'utilisation parfaite du charbon de la Ruhr, sans compter la possession du Rhin sur tout son parcours. Cela est incontestable. On accuse aujourd'hui les de Wendel et leurs semblables d'avoir « rachelé » les richesses lorraines pour des sommes dérisoires, d'avoir pillé. C'est certain. Mais qui de Wendel pillait-il ? Étaient-ce les ouvriers alsaciens et lorrains ? Certainement non. Ils pillaient le capitalisme allemand usé par la guerre avant que le prolétariat, allemand et alsacien, ait pu tirer le leçon de la défaite, prendre le pouvoir dans ses propres mains et exproprier les expropriateurs allemands.

Les propriétaires alsaciens et les nouveaux propriétaires français s'unirent immédiatement. La richesse alsacienne figura de nouveau dans l'inventaire de la République française. Le grand capitalisme d'Alsace et de Lorraine n'est pas distinct du capitalisme français en général. L'impérialisme français est aussi représenté par sa portion alsacienne. La politique impérialiste de la

France est aussi bien dictée par la nécessité de fournir du pétrole aux raffineries de Pechelbronn en Alsace, que par celle de construire de l'artillerie lourde au Creusot. Voilà, au point de vue des classes, ce qu'est, pour la bourgeoisie, l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Mais pour le prolétariat ? Le prolétariat est la classe la plus nombreuse en Alsace-Lorraine. Il y a 260.000 ouvriers industriels, c'est-à-dire travaillant dans les grands usines. Les prolétaires étrangers y sont très nombreux, environ 40 à 45.000. De Wendel, à lui seul, en exploite 35.000. En tant que classe ouvrière, le prolétariat d'Alsace et de Lorraine a simplement changé de maître. Le capitalisme français l'exploite férocelement. Les salaires sont parmi les plus bas de tout l'Europe, et l'afflux de travailleurs étrangers permet une facile concurrence de la main-d'œuvre. Mais son exploitation en tant que classe se complique d'une oppression qui dérive de la réannexion : le code du travail, les impôts, la langue, changent et bouleversent le cadre social, la forme, de la vie des ouvriers. Il serait cependant faux d'en conclure qu'à son oppression en tant que prolétariat s'ajoute une oppression nationale. Il n'y a de véritable oppression nationale que celle qui s'étend à la grande majorité de la population de la nation ou de la région. C'est pourquoi il n'y a aussi de véritable révolution nationale que celle qui naît et entraîne presque toutes les classes de la nation, et en particulier les paysans. Or ce n'est pas le cas en Alsace ni en Lorraine, où la paysannerie est une minorité, politiquement et économiquement, où les classes moyennes sont dépourvues de toute puissance propre, où la grande bourgeoisie, les propriétaires fonciers, la haute administration sont unies au capitalisme français, et où, en fin de compte, le prolétariat reste la seule classe révolutionnaire.

L'annexion, pour le prolétariat, c'est l'exploitation accrue, aggravée, compliquée, mais qui ne change pas de caractère. Ce n'est pas une oppression nationale. C'est uniquement une oppression et une exploitation de classe. Pour les ouvriers, la question de langue, la question des impôts, c'est une question de classe.

En voyant ainsi les faits, en les analysant avec l'aide du marxisme, on ne peut pas tomber dans les utopies petites bourgeoises. Mais les communistes alsaciens restent les yeux fixés sur ces utopies, et au lieu d'aider la classe ouvrière dans sa libération de classe, ils la poussent à la remorque du nationalisme petit-bourgeois.

Le prolétariat d'Alsace et de Lorraine a été arraché par la force à l'Allemagne qui l'avait auparavant arraché par la force à la France impériale. Faut-il donc que maintenant il s'arrache à ces deux pays pour tomber sous la coupe totale de sa propre bourgeoisie ? Ou bien les communistes qui le poussent dans cette voie croient-ils que cette lutte de libération nationale entraînera un mouvement révolutionnaire dans toute l'Europe ? Ce sont là des fantaisies réactionnaires, dans l'Europe de 1929 où domine la concentration croissante de la production capitaliste, dans l'Europe du plan Young. La situation de fait montre simplement que le prolétariat d'Alsace et de Lorraine est aussi lié au prolétariat européen que n'importe quel autre. Comme n'importe quelle autre fraction du prolétariat en Europe il n'y a qu'une lutte qu'il puisse mener utilement : c'est

celle qui l'oppose à sa propre bourgeoisie, et cette bourgeoisie c'est la bourgeoisie française avec ses ramifications en Alsace.

4. LE POINT DE VUE DU 2^e CONGRÈS DE P.C.

Les communistes-autonomistes alsaciens ont coutume de se retrancher derrière l'autorité de Lénine, en invoquant particulièrement les thèses du 2^e Congrès de P.C. sur la question nationale. Le « léninisme » sur la question nationale, se réduit simplement, selon eux, à la formule du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il n'en faut pas plus à Hueber ou à Béron pour verser dans le nationalisme pur au nom de Lénine.

Les thèses du 2^e Congrès et le discours que Lénine a prononcé à leur sujet sont pourtant très clairs et tout à fait contraires au point de vue du parti. Leur principe fondamental est que la révolution nationale ne peut pas être envisagée en dehors des circonstances concrètes historiques qui la font naître. Ces thèses concernent particulièrement la question nationale dans les colonies et les pays opprimés par l'impérialisme (comme la Chine). Elles ne visent pas directement les minorités nationales et encore moins les minorités administratives, comme c'est le cas en Alsace. Elles ne sont pas une clé passe-partout qui peut servir dans n'importe quelle situation sur n'importe quel point du globe.

Ces thèses disent formellement : « Le parti communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer comme formant la clef de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels, mais 1) une notion claire des circonstances historiques et économiques 2) la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soit-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux des classes dominantes, 3) la division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées — et oppressives et exploiteuses, etc... »

Et plus loin les thèses précisent ceci : « L'internationalisme prolétarien exige :

« 1° la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier. 2°. De la part des nations qui ont vaincu la bourgeoisie, le consentement aux plus grands sacrifices nationaux en vue du renversement du capital national. Dans les pays où le capitalisme atteint déjà son développement complet, où existent des partis ouvriers formant l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes et pacifistes de l'internationalisme, par la petite bourgeoisie, est donc un devoir immédiat des plus importants. »

Ces directives nous suffisent amplement pour résoudre la « question nationale » en Alsace et en Lorraine. Ces directives sont tout simplement celles qui découlent d'une compréhension prolétarienne et claire du marxisme. Il n'y a pas là-dedans un gramme de « léninisme », d'une théorie spéciale que Lénine aurait inventée en introduisant dans le marxisme le dogme sacro-saint du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le « léninisme » c'est la théorie de Staline avec tout son cortège de déformations nationalistes,

dont la théorie du « socialisme dans un seul pays » est l'exemple le plus achevé. Pour les staliniens la résolution de la question nationale se borne en toute circonstance à l'application du dogme du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de même que les problèmes posés par la NEP trouvent leur conséquence dans le socialisme national. Mais ce sont là de monstrueuses allégations de la pensée de Lénine.

Appuyons-nous sur ces directives données par les thèses du 2^e Congrès. Pour résoudre en communiste le problème il nous faut d'abord une « notion claire des circonstances historiques et économiques ». Cette notion claire nous oblige à constater que les circonstances historiques ne permettent d'envisager à aucun degré la possibilité d'un mouvement révolutionnaire national en Alsace et en Lorraine. Cette possibilité a existé et existe toujours dans un grand nombre de pays coloniaux et de nations opprimées, là où de très larges masses populaires sont écrasées sous la botte impérialiste et là où la bourgeoisie indigène elle-même se heurte dans son expansion à la barrière impérialiste. Mais les minorités nationales ou administratives dans l'Europe d'après le traité de Versailles ne peuvent pas servir de support à une révolution démocratique nationale. Avec la restauration de la Pologne et de la Hongrie indépendantes se sont évanouies les dernières bases d'un mouvement révolutionnaire démocratique national en Europe. Dans les pays qui ont aujourd'hui une forte base agraire, comme la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et dans les minorités nationales qu'ils renferment, seul peut se développer un mouvement révolutionnaire dont le prolétariat est le moteur principal, sur la base de la lutte pour le renversement de la domination bourgeoise, de son Etat et de sa structure économique.

En second lieu il faut dissocier « les intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soit-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux des classes dominantes ». Il est tout à fait évident qu'en Alsace et en Lorraine les intérêts des classes dominantes (industriels, propriétaires fonciers, haute administration) sont les mêmes que ceux de la bourgeoisie française (et mondiale) en général. Quant aux intérêts des travailleurs, ce ne sont pas ceux de la petite bourgeoisie locale désireuse de régulariser sa situation dans le cadre républicain, ce sont ceux du prolétariat en général. Une claire analyse des conditions économiques et historiques montre justement que les intérêts régionaux des classes moyennes et paysannes ne sont pas du tout les mêmes que ceux du prolétariat et leur sont même opposés, car en fin de compte les intérêts des classes moyennes sont directement liés à ceux de la grande bourgeoisie dans les pays hautement évolués socialement et industriellement.

Et ces intérêts régionaux, « nationaux », ne sont pas ceux de la grande bourgeoisie régionale, ce sont ceux de la bourgeoisie française dans son ensemble.

Enfin les thèses montrent la nécessité de bien pratiquer la division entre les nations opprimées et les nations oppressives. Cette division ne peut pas jouer dans l'Europe d'aujourd'hui, où soutenir un nationalisme équivaut fatalement à sou-

tenir la bourgeoisie en général. Cette division concerne les colonies, protectorats, pays de mandats, etc., et, avant tout, les pays à base agraire, dans lesquels le prolétariat est encore peu nombreux et évolué et où la bourgeoisie indigène est, elle-même, peu assurée. Jamais il ne fut dans l'idée de l'Internationale qui approuva ces thèses d'appliquer indistinctement cette division à tous les pays, à tous les stades d'évolution économique et sociale. Cette application idiote fut l'œuvre des bureaucrates qui prirent possession de l'I. C. après le 4^e Congrès. En ce qui concerne l'Alsace, son opposition à la France en tant que nation opprimée fut particulièrement soulignée après le 4^e Congrès par la « direction » Treint-Girault (au fond Zinoviev), c'est-à-dire par des soi-disant hommes de gauche qui, en réalité, se révélaient des social-nationalistes étroits, des extrémistes petits bourgeois.

Pourtant, les thèses du 2^e Congrès de l'I. C. sont formelles en ce qui concerne les garanties nécessitées par l'internationalisme prolétarien. Dans le paragraphe qui les concerne, cité plus haut, il est dit que « dans les pays où le capitalisme atteint déjà son développement complet, où existent des partis ouvriers formant l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes et pacifistes de l'internationalisme, par la petite bourgeoisie, est donc un devoir immédiat des plus importants. » Cette réserve peut parfaitement concerner l'Alsace et la Lorraine. Elle montre bien que le 2^e Congrès a voulu marquer la limite des possibilités de libération « nationale » en affirmant que la lutte pour l'internationalisme prolétarien, pour l'hégémonie des partis ouvriers dans le mouvement révolutionnaire, devait être placée au-dessus de tout dans les « pays où le capitalisme atteint son développement complet ». L'Alsace-Lorraine est certainement un « pays » de cette sorte.

Le Parti communiste en Alsace et en Lorraine se développe (ou plutôt régresse) sur une base erronée. Il faut réviser toute son attitude. Nous avons indiqué ici quelques-unes des tendances de classe fondamentales dont il faut tenir compte pour adopter une attitude marxiste et révolutionnaire.

Le problème devra être discuté dans l'opposition communiste qui veut être le noyau de la recréation du mouvement communiste en Europe et dans le monde entier.

P. NAVILLE.

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'opposition (bolcheviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

VIENT DE PARAITRE. N° 6.

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan, Paris.

LA VIE DE LA REVUE

Nous sommes encore en retard ce mois-ci. En compensation nous donnons à nos lecteurs 24 pages au lieu des 16 promises. Nous terminerons l'année avec un numéro de 16 pages en décembre.

Nous voilà donc en face des perspectives pour 1930. Nos projets sont les suivants :

Publier la revue sur un nouveau format et un minimum de 64 pages, mensuellement, avec une régularité absolue. Nous maintiendrons le prix du numéro à 2 fr. et celui de l'abonnement à 20 fr. par an.

Il nous faut pour cela une rentrée régulière d'abonnements. Nous faisons appel à tous nos lecteurs, qu'ils renouvellent leur abonnement !

Nous leur garantissons en 1930 la parution mensuelle régulière de *La Lutte de Classes*, par cahiers de 64 pages au minimum. Le contenu des numéros sera donc augmenté. Nous y ferons une grande part aux études politiques, économiques et historiques, ainsi qu'à la discussion de toutes les questions intéressant le développement du mouvement communiste. *La Lutte de Classes* n'est pas une revue éclectique qui publie n'importe quoi. C'est l'organe théorique mensuel de l'opposition de gauche. En plus des discussions, nous publierons des documents et critiques diverses. *La Lutte de Classes* est indispensable à tous les militants. Nous faisons appel aux communistes ! Avec leur aide nous vivrons et nous développerons !

Bibliothèque de l'opposition communiste

La défense de l'U.R.S.S. et l'opposition

par L. Trotsky

1 vol. 64 p. 3 f.

Par 20 ex. 2 f.

En vente à la Librairie du Travail

17, rue de Sambre et Meuse
Paris 10

ERRATA

Errata aux articles du n° 13-14 de la
Lutte de Classes

Dans la « réponse à Louzon », p. 336, 1^{re} colonne ligne 43, lire « nationalisation du sol » au lieu de « rationalisation du sol ».

Dans le « Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais », p. 340, 1^{re} colonne, ligne 6, lire « satisfait » au lieu de « sortir faire ».

Page 340, 2^e colonne, ligne 29, lire « 1889 » au lieu de « 1899 ».

Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais

(Suite)

Dans les moments calmes de développement pacifique, ces gens pérorèrent dans les congrès, à la Chambre des Communes, sont membres des multiples commissions et secrétariats d'Etat. S'ils ne tiennent pas les meilleurs rôles de la comédie politique, leur « culture », leurs relations font merveille dans les coulisses. Vienne le temps des luttes, des grèves, de l'action directe, ils disparaissent comme par enchantement ; ils sont « neutres » comme en 1926, et déplorent secrètement que les mauvais instincts de l'homme le poussent à s'insurger contre le bon sens et la constitution britannique. Les plus courageux d'entre eux s'entremettent pour séparer les combattants, font appel à leurs sentiments chrétiens, et n'ont de cesse qu'ils aient désarmé le prolétariat. Tous montrent leur vrai visage de défenseurs de la bourgeoisie aux avant-postes de la guerre de classes. La plus élémentaire mesure de prudence commande au prolétariat de chasser de ses rangs ces espions conscients ou inconscients et de les renvoyer définitivement à leurs méditations sur l'avènement prochain du Royaume de Dieu sur la terre.

PREMIERS PAS DE L' « ACTION DIRECTE »

La « paix sociale » est une chose extraordinairement relative ! Si cette vérité est d'une extrême banalité pour la plupart des pays européens où, en tout temps, la lutte des classes s'est manifestée concrètement, elle prend cependant une certaine valeur dès que l'on foule le sol des Iles Britanniques, cette terre sacrée du capitalisme et de la collaboration. Dans les premières années du XX^e siècle, les contradictions impérialistes deviennent aiguës. L'Angleterre a perdu depuis longtemps sa place enviée de fournisseur unique du marché mondial. Elle lutte péniblement avec l'Allemagne en Europe, le Japon en Orient et est souvent contrainte à la défensive. Chaque crise provoque chez elle des soubresauts. Le capitalisme a la fièvre. Dans les filatures du Lancashire les bénéfices atteignent 35 0/0 du capital engagé durant 1907 et trois ans après, ils sont remplacés par des pertes qui se montent à 10 0/0 du capital (1). (Dans les crises précédentes, les pertes ne dépassaient jamais 2,5 0/0 du capital). Après chaque secousse, les prix de gros montent plus haut. Ils sont suivis par les prix de détails

qui, de 1900 à 1913, augmentent de 25 0/0. Un salaire de 20 shillings n'a plus en 1914 qu'un pouvoir d'achat de 14 shillings 7 pences. Le chômage en 1907-1908 atteindra jusqu'à 8 0/0 de la population ouvrière.

Il n'y a pas de préjugés sur l'harmonie bien-faisante des classes qui puissent résister à de tels arguments. Le lit de Procuste des vieilles organisations, des vieilles traditions se révèle trop étroit pour satisfaire les aspirations ouvrières. Dans la plupart des corporations, la lutte éclate : en 1906, les mineurs gallois s'ébranlent pour demander le salaire minimum national ; salaire qu'après vingt quatre ans de lutte, les mineurs britanniques n'ont pas encore obtenu aujourd'hui ; chose remarquable, ils exigent le syndicalisme total des travailleurs du sous-sol, l'organisation 100 0/0 aussi bien des piqueurs que des manœuvres, des adultes que des adolescents, pour lutter contre l'avisement des salaires et la menace du chômage. Première manifestation de leur conscience de classe ! Quatre ans plus tard leurs camarades du bassin de Durham se dressent trois mois durant contre l'application de la journée de huit heures. Enfin, en 1912 éclate la première grève générale des mineurs pour la fixation du salaire national. Elle dura cinq semaines et échoua par suite de son sabotage par l'appareil des syndicats tout enlisé en d'interminables pourparlers. A leurs côtés la vague gagne les cheminots : 1906, première grève générale étouffée par l'astuce tortueuse de Lloyd George, 1910 grève générale sur le North Eastern railway, 1911 grève générale sur toutes les compagnies !

Certes, le but de ce mouvement avait un caractère non seulement réformiste mais même parfaitement conservateur. Pendant les années de « paix sociale » la bourgeoisie avait édifié un système compliqué de chambres de conciliation devant lesquelles les conflits se trouvaient automatiquement portés. Ce ne furent pas les cheminots mais les compagnies qui donnèrent le signal de l'illégalité en refusant de comparaître devant ces fameuses chambres de conciliation. La bourgeoisie déclinait elle-même sa propre légalité, mettant ainsi à nu le caractère fictif et conventionnel de la « paix sociale ». Elle provoquait une classe ouvrière qu'auparavant elle s'ingéniait à domestiquer. Ce faisant, elle éveillait la conscience de classe dans des masses où jusqu'alors n'avaient

mûri que le respect du patronat et le mépris de ses frères de travail. Devant ce phénomène immense manifesté par l'arrêt des chemins de fer, devant le danger qu'il révélait dans ses flancs, mystérieux par sa nouveauté, terrifiant par son ampleur, les pouvoirs publics prirent peur. Ils obligèrent les compagnies à convoquer les commissions de conciliation, à reconnaître les syndicats... La crise dans sa marche n'épargna ni les forts, ni les faibles. Aux sommets de la classe ouvrière elle frappe les ouvriers des constructions navales, les aristocrates qui gagnaient en 1900 de 35 à 45 shillings par semaine (ce que gagne actuellement un mineur) les ouvriers du textile, les plus réformistes et conciliateurs des trade-unions. Rompant brusquement avec leur traditions ils déclarèrent la grève (1908) pour résister à une diminution des salaires de 5 0/0 amenée par la crise mondiale de 1907-1908. En 1910, nouvelle crise, lock-out général du patronat cotonnier pour procéder à une nouvelle diminution des salaires, à un moment où la livre perdait chaque année 5 à 10 0/0 de sa valeur. Nous avons là comme une répétition des tactiques de combat du patronat qui, dans l'après-guerre, seront amenées à un point de constante perfection. A cette époque, le grand duel n'est pas encore livré, chaque adversaire cherche ses armes les plus empoisonnées.

A l'autre pôle de la classe ouvrière la crise atteint aussi les ouvriers non-qualifiés, dockers, ouvriers des transports, etc..., leurs organisations sortent de terre. Unis en une seule fédération, ils déclenchent en 1911 la grève générale. Londres, un matin, se réveille dans un calme mortel... L'union des dockers rescapée des vieilles grèves de 1889, avec quelques dix mille membres en sort avec une masse énorme de deux cent mille adhérents conquis au trade-unionisme. Par l'arrivée de ces nouvelles couches les trade-unions plongent dans la terre de nouvelles racines par où la sève vitale affluera jusqu'au cœur. Ce qui n'était que l'apanage d'une aristocratie fermée et cloisonnée va s'ouvrir largement devant cette classe ouvrière qui se hausse à l'existence. La montée du salaire réel avait renforcé la division chez le prolétariat en castes fermées; l'aggravation rapide des conditions de vie, la baisse du salaire réel et même nominal, vont rapprocher les lambeaux de classe ouvrière, abattre les barrières et créer ainsi la base concrète d'une conscience de classe. Le balai ironique de l'histoire disperse au vent les laborieuses constructions idéologiques où les savants bourgeois s'évertuèrent à prouver l'harmonie immanente des classes. Il suffit au shilling de perdre 25 0/0 de son pouvoir d'achat pour que les belles considérations sur l'esprit de paix et le « bon sens » de la classe ouvrière perdent 100 0/0 de

leur apparente raison d'être. Miser sa fortune sur la paix éternelle n'est décidément pas une affaire bien sûre; mais cela n'en détournera pas plus les « idéologues » que l'affaire de la « Gazette du franc » n'a contribué à diminuer le contingent annuel des petits rentiers destinés à la tondeuse ! Nous avons vu qu'un des effets remarquables de cette période économique est d'amener les mineurs aussi bien que les dockers au sentiment de leur communauté d'intérêts, sentiment d'où jaillit la conscience nouvelle. Un autre trait spécifique est la disparition de couches nombreuses de vieux leaders, véritables momies du temps de Victoria, installés dans leurs besognes de commis paisibles des syndicats. Presque partout ces cadres se dressent contre des faits dont l'esprit leur échappe; presque partout aussi, les faits les balayent et les envoient rejoindre au panier les belles phrases sur l'harmonie préétablie. La guerre va interrompre ce grand bain de santé de la classe ouvrière dont la jeune force venait si subitement de l'étonner elle-même.

Elle va surgir au moment où commençait à poindre l'idée d'une triple alliance des mineurs, cheminots et ouvriers des transports où la solidarité de lutte serait devenue une réalité quotidienne. Cette triple alliance sera dorénavant le cadre où s'inscriront les grandes luttes du prolétariat britanniques. Fondée en 1919, morte en 1921, elle renaît de ses cendres pour présider à la grève générale et disparaître de nouveau. Nulle doute que dans les prochaines batailles, elle ne resurgisse comme le signe éclatant de l'unité d'action du prolétariat.

LE MOUVEMENT DES SHOP-STEWARDS

Dans tous les pays belligérants, la guerre aggloméra les syndicats ouvriers à leurs bourgeoisies respectives. Au nom de l'union sacrée, de la défense nationale, les gouvernements s'annexèrent les organisations ouvrières ou plutôt leurs leaders, mettant en batterie tout un arsenal de lois d'exception à l'usage des militants qui se dressaient contre cette « discipline syndicale » d'un genre nouveau. L'Angleterre ne resta pas en arrière dans l'établissement d'un régime de coercition. Les chefs trade-unionistes, Henderson, Clynes participèrent aux gouvernements de coalition, autorisant la suspension des lois protectrices du travail, des chambres de conciliation, la suppression du droit de grève. Les unions ne furent tolérées que dans la mesure où leur présence enchaînait les ouvriers à la tyrannie de l'Etat.

Seuls dans les rangs du socialisme anglais, quelques membres de « l'I. L. P. » et de l'« Union

of Democratic Control » préférèrent la prison à la soumission guerrière. Gestes nobles, certes, de la part d'un Mac Donald, d'un Snowden, d'un Bertrand Russell, mais que leur inutilité sociale transformait en pure manifestation d'un mouvement individuel. Il ne faut pas s'étonner s'ils restèrent étrangers aux réactions du prolétariat.

Le gouvernement avait forgé deux lois de coercition : le « Munitions Act » et le « Defense of Realm Act » (la loi sur la défense du royaume) ou D. O. R. A. Malgré ces lois, des grèves sauvages éclatèrent à droite et à gauche ; mais elles échouaient devant la triple résistance de l'Etat, du patronat et des Trade-Unions conjugués pour le maintien de la paix sociale. Les caisses syndicales avaient démesurément enflé car la politique gouvernementale tendait à faire adhérer sans cesse de nouvelles couches ouvrières (comme les femmes) à des Trade-Unions si bien domestiquées (1) ; mais, les caisses se refusaient à soutenir toute grève nécessairement illégale et se contentaient d'employer leurs fonds à verser des allocations aux femmes de combattants, déchargeant ainsi les finances de l'Etat. Ainsi la carence de l'organisation syndicale officielle est totale : les ouvriers sont ligottés par leurs propres unions. L'appui gouvernemental, la rentrée des cotisations obligatoires laissent subsister de ce qui avait été, quelques années avant, la force et l'orgueil du prolétariat, une façade encore imposante. Mais la vie a disparu de ses murs, elle a gagné de nouvelles associations, surgies spontanément, les « workshop committees » ou « conseils d'atelier ». Déjà auparavant, les différents ateliers d'une même entreprise nommaient des « shop stewards » ou délégués d'atelier, chargés d'assurer le contrôle syndical et de régler les affaires intérieures de l'entreprise. La carence des fonctionnaires syndicaux, soit du fait de leur adhésion à l'union sacrée, soit qu'à la moindre tentative de grève ils étaient emprisonnés en vertu de la DORA, devaient donner aux délégués d'atelier un rôle dirigeant dans les conflits. Le conseil d'atelier, réunion des délégués, se transformait en comité de grève. Dans la Clyde, aux chantiers

(1) Nombres d'adhérents aux Trade-Unions durant les années de guerre :

1915	2.682.357
1916	2.850.547
1917	3.082.352
1918	4.532.085
1919	5.283.676

On remarquera le formidable accroissement relatif en 1918, accroissement favorisé par le gouvernement qui préférait voir les ouvriers rindiqués et disciplinés que des grévistes « sauvages ». Malgré cela, l'augmentation de cette « force de paix » qu'étaient les Trade-Unions, a été parallèle à celles des grèves et des « conseils d'atelier ».

de constructions navales où la guerre sous-marine obligeait les ouvriers à faire de longues journées de travail pour remplacer les navires coulés, le mouvement prend d'abord une certaine ampleur (1915). Des grèves sporadiques se produisent. Pour les unifier, les conseils d'atelier d'une même entreprise forment au-dessus d'eux le conseil d'entreprise, « work's committee ». Les conseils d'entreprise d'une même localité nomment un conseil local et la réunion des conseils locaux forme le conseil national. L'appareil ainsi fondé rappelle l'organisation soviétique par sa structure, mais l'autorité des différents organes est très limitée et pour la moindre chose, ils doivent livrer leurs résolutions au referendum. Cette organisation qui présente des garanties démocratiques très fortes, qui est peut-être suffisante pour la conduite de petites grèves plus ou moins pacifiques, aurait été très insuffisant pour la direction de larges mouvements politiques à travers la nation. Elle ne fut d'ailleurs forte que dans quelques localités, dans la Clyde, chez les travailleurs des constructions navales et les mineurs ; dans le Lancashire chez les ouvriers du textile. En février 1919 les conseils ouvriers de Glasgow, ayant à leur tête Shinwell, Kirkwood, Gallacher organisèrent des grèves et des manifestations monstres contre l'intervention en Russie, pour la semaine de quarante heures. Il fallut des batailles rangées de la police et des troupes contre les grévistes et l'arrestation de leurs chefs pour écraser le mouvement.

Les cadres Trade-unionistes officiels restèrent hostiles à un mouvement dirigé contre leur autorité inerte. Ils y virent l'œuvre d'agents bolcheviks payés, montrant déjà par cette assertion si souvent reprise depuis, qu'ils étaient incapables de saisir l'esprit nouveau des masses. Il est évident qu'on ne peut isoler le mouvement des « shop stewards » de la vague des conseils ou soviets ouvriers qui couvrit l'Europe en 1918-19. L'explosion brutale de la lutte des classes internationale trouvait l'appareil des syndicats profondément lié à la bourgeoisie et partout la classe ouvrière se voyait contrainte de créer de nouvelles organisations sur les cadavres des anciennes. C'était là un trait commun à tous ces mouvements ; ils différaient cependant par leur contenu. L'Europe centrale était en plein bouleversement politique : des gouvernements naissaient et s'effondraient sous les coups des classes en lutte ; les conseils ouvriers étaient les moteurs de ces luttes. Au contraire, en Angleterre, le pouvoir bourgeois non seulement n'était pas ébranlé, mais sortait plutôt consolidé de sa victoire sur les Empires centraux. Toute lutte directe politique contre lui était de ce fait vouée à l'échec. Bien que dans quelques « work's committees » on ait, sous

l'influence communiste, jeté les bases d'un mouvement révolutionnaire des conseils d'entreprises en vue de la conquête du pouvoir, en fait l'immense majorité des conseils resta un simple organisme de défense ouvrière à l'instar des syndicats, indépendants du pouvoir étatique. Ce fut une erreur dans l'Internationale communiste que d'y voir à l'époque (1919-1920) une possibilité d'organisation révolutionnaire, erreur que la suite des événements mit en lumière. Le but des conseils, répétons-le, ne fut que de se substituer aux trade-unions dont la carence était totale. Dès que les trade-unions reprirent leur liberté, le mouvement alla déclinant pour disparaître tout à fait dans la suite. Le besoin pour lequel il s'était créé avait disparu.

On trouve des communistes, généralement à l'extrême gauche du mouvement, qui parent de toutes les vertus les conseils d'entreprise, alors que d'après eux les syndicats doivent être voués à la destruction pour ne pas gêner l'émancipation du prolétariat. Une telle vue est parfaitement idéaliste ; l'exemple anglais nous le montre abondamment. Dans la période de coexistence des unions et des conseils d'entreprise (1920-21) dans ce pays où la grande majorité de la classe ouvrière est syndiquée (1) l'une des organisations n'était que le reflet de l'autre. Celles-ci, que ce soient des syndicats ou des conseils ouvriers, ne valent que ce que vaut l'esprit du prolétariat à cette époque. S'imaginer que par un simple effet de mimétisme, les adhérents aux conseils d'entreprise deviendraient rapidement des bolcheviks conscients (cela en l'absence de tout parti sérieusement organisé), n'était qu'une vulgaire aberration. A aucun moment il ne s'agissait de renverser l'Etat et d'instaurer la dictature du prolétariat. Le mouvement avait un autre caractère non moins intéressant : il montrait que la conscience de classe récemment acquise dans les grandes luttes qui avaient précédé la guerre s'était conservé et même amplifié malgré l'union sacrée et la coercition bourgeoise. La guerre avait encore développé cette conscience que j'appellerai la conscience trade-unioniste, ce sens profond de l'unité ouvrière et de la solidarité devant la bourgeoisie. Mais, la classe ouvrière restait (et reste encore dans sa grande majorité) tributaire de toute sa situation passée par son manque absolu de réelle clairvoyance politique, par son absence totale de toute idéologie marxiste, conditions psychologiques qui, combinées à l'inexistence d'une situation catastrophique pour la bourgeoisie, rendaient illusoire toute possibilité même de mouvement révolutionnaire.

(1) Le nombre des adhérents aux trade-unions atteignit en 1920, 6.505.482.

LES DEUX POLES D'ACTION DU PROLETARIAT ANGLAIS

André Philipp dans son ouvrage, « *l'Angleterre moderne* », fait cette constatation : « Alors que les idées syndicalistes sont dominantes dans les périodes et les pays prospères, le développement du socialisme d'Etat est un indice certain de pauvreté et de crise économique ». Bien que cette formule n'ait nullement le caractère de généralité que lui attribue son auteur, elle ne manque pas de justesse si nous l'appliquons à l'Angleterre d'après guerre. Les « idées syndicalistes » au niveau actuel de l'évolution britannique, ce sont les idées de lutte de classe ; le développement du socialisme d'Etat c'est le gouvernement du Labour et l'inévitable collaboration de classe qui en résulte. Si nous examinons dans ses grandes lignes le mouvement ouvrier, qu'y trouvons-nous ? Une première période, de la guerre à 1922, où l'enthousiasme et la volonté de lutte, d'abord très grands, vont s'affaiblissant après les défaites successivement subies, et la dépression due à la crise économique, une deuxième période, de 1923 à 1924, qui est témoin de l'ascension au pouvoir du Labour party, de son incapacité à améliorer en quoi que ce soit la production et le niveau de vie de la classe ouvrière, enfin, de sa chute lamentable, une troisième période, où la lutte syndicaliste va reprendre une vigueur accrue et qui va nous mener en 1926 à la grève générale, point culminant dans le développement actuel de la lutte de classes. L'immense défaite qui l'a suivie, l'offensive bourgeoise de plus en plus violente, la misère et la faiblesse croissante du prolétariat l'ont replacé dans une situation encore bien plus basse qu'après la défaite de 1921. La désertion des syndicats s'est encore accentuée, l'esprit révolutionnaire a disparu de nouveau, la nouvelle arrivée au pouvoir du Labour party apparaîtra aux masses vaincues comme la grande revanche de toutes les humiliations subies. Le Labour party revient au pouvoir, avec la promesse de résoudre les difficultés qui assaillent le pays ! Ainsi s'ouvre une quatrième période où la classe ouvrière de plus en plus acculée à la misère voit se dissocier d'elle le parti qu'elle a poussé au parlement et au gouvernement. Période qui, avec son apparence pacifique, sa phraséologie de « paix industrielle », est pleine de grondements précurseurs de gigantesques éruptions...

Un examen superficiel ferait croire à une sorte de balancement politique régulier : la classe ouvrière emploierait alternativement les armes de la grève et du bulletin de vote. Dès que l'une serait ou semblerait usée, elle ferait usage de l'autre jusqu'à ce que la meule du temps ait réaiguïté la première. En réalité les deux tendances, par-

lementaire et syndicaliste coexistent dans la vie du prolétariat, mais, loin de former un ensemble d'action cohérent, elles annihilent, par leur contradiction criante, tous les efforts tentés par lui. L'action parlementaire du Labour party hérite de la tradition politique anglaise, de ses inimitables lenteurs, de son sacro-saint respect de la forme et de l'étiquette; elle lui emprunte sa soumission à l'ordre économique et politique de la bourgeoisie, son admiration pour le plus grand Empire « in the world », sa vénération pour la culture médiévale de l'aristocratie britannique. La lutte de classe s'y réduit à de courtoises discussions entre « honorable gentlemen » en vue de recueillir sinon une approbation des partis bourgeois du moins leur tolérance méprisante pour le gouvernement « ouvrier ». Cette abominable farce se déroule dans les cris de détresse de millions de prolétaires sans travail et les grincements d'un appareil économique qui se disloque de toutes parts. A l'autre pôle se situent les grèves de masse qui éclatent comme des coups de tonnerre dans le ciel calme de la vieille Angleterre. Elles ébranlent le sol de l'île séculaire, elles ruinent les industries les plus orgueilleuses et cependant, elles épargnent dans leur torrent, le pouvoir étatique qui reste toujours debout, attestant par là que la bourgeoisie n'a pas été brisée. Même, la grève générale dont l'essence révolutionnaire apparaît spontanée, se tient au bord intérieur de la légalité sans la dépasser. Dans cette velléité de révolution, qui garde le respect de l'ordre bourgeois, il faut voir la contradiction d'une classe qui doit résoudre des problèmes nouveaux avec une idéologie du passé. Mais, la mince pellicule de légalité ne pourra longtemps encore contenir les forces sociales en ébullition. A chaque étape nouvelle du mouvement, la possibilité de résoudre légalement les questions posées diminue. L'oscillation du pendule politique en s'amplifiant sans cesse finira par l'arracher de son support constitutionnel. Si l'on compare la tentative de 1921 à la grève de 1926, on constate l'immense progrès de la conscience de classe entre ces deux événements, l'augmentation des forces et de la combativité du prolétariat, sa volonté grandissante d'arracher à la bourgeoisie un sort meilleur. Si, de même, on compare les forces et l'influence de chacun des gouvernements travaillistes de 1923 et 1929, on peut dire que l'action ouvrière parlementaire s'approche lentement de son terme, de l'heure de sa victoire, qui sera en même temps celui de sa liquidation; et sa liquidation sera celle de toutes les illusions réformistes. Ainsi donc tout nous rapproche du moment où la classe ouvrière, si elle veut sortir de sa misère et en même temps sauver le peuple anglais, devra faire sauter les cadres de la légalité bourgeoise.

Telle est la voie où nous mène l'histoire à travers les lenteurs et les arrêts de sa marche zigzagante pour résoudre les contradictions du temps présent. Telle est la conclusion à laquelle un rapide examen des formes d'action prolétarienne depuis la guerre jusqu'à nos jours va nous mener.

LA « TRIPLE ALLIANCE »

La période immédiatement consécutive à la fin de la guerre vit s'accroître la radicalisation des masses ouvrières britanniques. Le mouvement des shop-stewards mourait ou était mort, mais l'esprit de lutte de classe qui avait fait sa grandeur, renaissait dans les vieilles unions considérablement renforcées et augmentées. La hausse formidable du prix de la vie, la rentrée en masse de nouvelles couches de travailleurs dans les syndicats, les difficultés grandissantes des industriels du royaume pour vendre leurs produits, ne pouvaient qu'amener une certaine effervescence. Le relâchement de la politique bonapartiste de guerre, du contrôle étatique sur le taux de la plus-value, la suppression de l'état de siège et des lois restrictives de l'action ouvrière devaient avoir pour conséquence un débordement de lutte entre les forces contradictoires enfin libérées. La course au profit reprenait entre capitalistes et le combat pour les salaires redevenait l'apanage des unions ouvrières. A la lutte contre l'Etat omnipotent menée durant la guerre par les shop stewards, se substituait la lutte âpre et variée contre le patronat. « L'action directe », tel fut le cri de guerre du prolétariat, l'action directe contre les patrons seulement ajoutons-nous. L'Etat, arme du patronat, n'apparaissait qu'au second plan pour briser la vague ouvrière par des mesures de conciliation ou d'intimidation. La traditionnelle façade libérale de la constitution anglaise cache mal l'hypocrite duplicité de ses gouvernants. Même avant la guerre le prolétariat avait fait connaissance avec leur rôle de briseurs de grèves et nous avons vu que la création du Labour party répondait aux besoins de dégager un peu le prolétariat de l'état des partis bourgeois. Mais l'Etat à cette époque pouvait encore disposer d'une marge de ressources capable de satisfaire à quelques désirs de réforme. L'après-guerre montrera de plus en plus nettement le caractère de classe de l'Etat démocratique, soit qu'il intervienne directement contre les grévistes, considérés comme ennemis de la nation, soit qu'il repousse toutes les demandes de réformes capables d'améliorer l'industrie et d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière (comme la nationalisation des mines). Les traits spécifiques de l'Etat au milieu de la lutte de classe apparaîtront clairement en même temps que la crise économique

deviendra chronique et que l'Angleterre verra son influence et son hégémonie mondiale diminuer chaque année davantage.

La crise économique fut masquée dans les premières années de paix par la carence des concurrents européens; les stocks étaient inexistant, rendant ainsi le patronat relativement vulnérable. D'autre part, la hausse des prix fit sortir le loup du bois, c'est-à-dire la classe ouvrière de sa passivité et ce fut une vague sans fin de grèves et de conflits, nécessités par les besoins nouveaux du prolétariat.

En février 1919, la conférence des mineurs réclame une hausse de salaire de 30 0/0, la journée de sept heures (six heures effective de travail au fond). Le Gouvernement réunit la fameuse commission d'enquête présidée par le juge Sankey. La commission dans sa majorité constatait que le système actuel d'exploitation était périmé : « un autre système doit lui être substitué, soit la nationalisation soit une méthode d'unification par suite d'un rachat par la nation et par un contrôle mixte ». Elle demandait aussi la suppression des royalties dont le montant pour l'année 1918 s'était élevé à près de six millions de livres, une réduction de la journée de travail et une légère augmentation. Malgré sa promesse de s'incliner devant les décisions de la commission, le gouvernement, volant au secours des propriétaires et patrons miniers refusa de les accepter. Ce fut la veillée des armes pour le prolétariat. Au congrès de juillet 1919, la « Triple alliance » des cheminots, dockers et mineurs se scella solennellement. Chaque fédération s'engagea à ne rien faire isolément, mais à concerter leurs actions, et imposer leurs revendications en une grève monstre de tous les ouvriers intéressés. La grève générale se proposait quatre buts principaux : nationalisation des mines, non intervention des troupes anglaises en Russie contre le service obligatoire, amnistie des « consciencious objectors » emprisonnés pendant la guerre. Quelles étaient les forces du prolétariat destinées à combattre ?

1° L'union nationale des cheminots (N. V. R.) se plaçait alors nettement à la gauche du mouvement ouvrier. En son congrès de juin 1919 elle avait repoussé toutes les résolutions en faveur de la conciliation et de l'arbitrage, ne mettant son espérance que dans des actions de grèves en masse. Cependant elle conservait au secrétariat le fameux J. H. Thomas, le vieux bureaucrate réformiste, effroyable caméléon, mais pas assez intelligent pour masquer son désir secret de sabotage ! Curieuse illustration de ce que nous disions relativement aux rapports entre les leaders et la masse. Un homme dans l'histoire est en général peu de chose, mais un homme à qui l'on confie la res-

ponsabilité exclusive d'une action à mener a autant d'importance, lui seul, que les centaines de mille qui lui ont délégué leur confiance. L'exemple de Thomas le prouvera dans la suite.

2° La fédération des transports et des dockers beaucoup plus réformiste, avait à sa tête Robert Williams qui, alors, se solidarisa avec la Révolution d'Octobre !

3° La fédération des mineurs dont le secrétaire, Frank Hodges, était alors un homme d'extrême gauche, adversaire du parlementarisme. (Il est maintenant à l'extrême droite. Après la grève de 1926 il a même fondé une fédération dissidente ultraréformiste pour lutter contre l'influence de Cook, son successeur actuel à la tête de la fédération.) La fédération des mineurs avait déjà un beau passé de lutte. Avant la guerre elle avait tenté, sans succès, d'organiser une triple alliance après l'échec de la grande grève de 1912. Durant la guerre, les unions régionales au Pays de Galles et en Ecosse avaient vaillamment lutté contre la terreur gouvernementale. Cependant l'unité de la fédération n'était qu'apparente. La multiplicité des conditions d'extraction du charbon, l'extrême diversité des entreprises créait des conditions de salaire très dissemblables dans chaque région. Un mineur du Durham touche les deux tiers du salaire d'un mineur Gallois. De là, la revendication depuis longtemps réclamée de la création d'un salaire national. Un tel salaire unifierait le prolétariat minier, rendrait plus efficace les actions d'ensemble tentées contre le patronat et l'Etat. Mais aussi son institution signifierait la ruine des entreprises les plus pauvres, incapables d'assurer à leurs exploités un niveau de vie convenable. On comprend la résistance opposée par la masse des propriétaires affiliés à la « Mining association » contre cette prétention. Cette revendication, dix ans après ces événements la fédération des mineurs la pose encore avec force. La possibilité d'un « standard of life » simplement décent est incompatible avec l'anarchie capitaliste !

1.500.000 membres environ obéissaient au comité exécutif de l'alliance. Celui-ci, organe responsable agit avec l'Etat comme un tampon entre la classe ouvrière et lui. Sans arrêt il refréna les tentatives d'action des unions. En revanche, il joua avec le gouvernement au chantage de la grève générale et l'obligea à faire quelques concessions. Les salaires furent augmentés et en juillet 1920 une loi sur les mines fut promulguée. Elle instituait un rapport constant des salaires à la valeur de la production; abandonnant complètement toute idée de réorganisation, elle créait sur des bases régionales des comités mixtes d'entreprise qui seraient vis-à-vis des patrons comme des chambres consultatives. La fédération n'accepta pas l'enter-

rement du salaire national. Le 1^{er} avril 1921, le contrôle étatique sur les mines cessait, les propriétaires saisirent le moment pour surprendre les mineurs et prononcer un lock-out général. Le comité exécutif de la Triple Alliance s'agita un peu, menaça, mais ne voulut rien entamer. Elle prit prétexte que son secrétaire J. H. Thomas était à Amsterdam à une conférence internationale pour ne pas déclencher la grève de solidarité. Pendant ce temps la belle ardeur de Frank Hodges était tombée. Ne se sentant pas soutenu par la Triple Alliance, il recula et renonça au salaire national. Cependant la grève générale fut votée pour le vendredi 15 avril à 22 heures. L'intervention personnelle de Thomas de retour au dernier moment fit décommander la grève dans l'après-midi du 15. C'était l'écroulement de la Triple Alliance, la fin d'une grande espérance. Les délégués des fédérations affiliées avaient reculé, terrorisés par les conséquences possibles du grand acte historique qu'ils avaient à accomplir. La brillante façade trade-unioniste s'effondrait non par suite de l'indifférence des masses mais par la lâcheté incommensurable des leaders. Pour ceux-ci, l'heure de l'action directe n'existait que dans les fumées de l'avenir, tandis que parmi les masses elle apparaissait comme une nécessité urgente pour assurer l'équilibre de son budget quotidien. Cependant, si la trahison peut retarder ou compromettre momentanément un mouvement, celui-ci repart plus vaste et plus profond tant que la force ouvrière n'a été ni détruite ni même entamée. Il en serait ainsi advenu si la plus formidable crise de chômage qu'ait connue l'Angleterre et le monde n'était venue terrasser l'armée prolétarienne. En 1920, on comptait de cent à cent cinquante mille chômeurs. La crise économique éclate dans le monde entier, et en mars 1921, on dénombrait 1.400.000 chômeurs, en juin 1921, deux mois après l'échec de grève générale, il atteignait à 2.200.000. 18 0/0 de la classe ouvrière était jetée sur le pavé avec 15 shillings par semaine pour subsister, sans parler des demi-chômeurs; les dockers travaillaient trois jours par semaine et les ouvriers du textile quatre à cinq heures par jour. Le chômage augmentant l'armée de réserve industrielle diminue par cela même la partie active du prolétariat. Il divise en couches rivales un prolétariat auparavant unifié. Il renforce la concurrence entre ouvriers. D'un autre côté la crise économique a pour effet d'accumuler les marchandises en stock. Ce sont là des conditions matérielles et psychologiques détestables pour une action de masse de toute la classe ouvrière. Elles sont la raison profonde de l'effondrement momentané de l'esprit syndicaliste révolutionnaire que la guerre, et surtout l'après-guerre avait fait naître dans les larges masses de la

Grande-Bretagne. A côté de cette lamentable situation, les « vendredis noirs » des leaders ne pèsent pas lourd !

Le recul de la classe ouvrière, son affaiblissement consécutif au chômage, c'était une trop belle occasion pour le patronat. Durant deux ans, dans toutes les professions, les coups de la bourgeoisie pleuvent : augmentation du nombre des heures de travail malgré la crise chronique, abaissement des salaires. Dans le bâtiment, sous l'œil bienveillant et « conciliateur » de Mac Donald, leader de l'opposition, les salaires sont diminués de 50 centimes par heure. Les mécaniciens durent renoncer à tout contrôle sur les heures supplémentaires dont les patrons purent disposer à leur gré. Les dockers après une lutte désespérée, abandonnés par leur Union, furent soumis à une diminution de 1 shilling par jour.

Ainsi après des années de lutte ouvrière, la contre-offensive bourgeoise s'avérait victorieuse. La lassitude, la déception s'emparent des ouvriers. Les effectifs syndicaux baissent en une année de plus d'un million de membres. Des difficultés grandissantes atteignent la moindre grève. L'échec de la triple alliance a détruit la solidarité et l'on voit au sein d'une même union les travailleurs de différentes catégories se dresser les uns contre les autres. Une importante fraction de la classe ouvrière ne vit que de l'assistance de l'Etat et de la charité publique. Tel un spectre affamé, attentive à la moindre possibilité de trouver un travail même aux pires conditions, son ombre plane sur les conflits entre patrons et salariés, emplissant les uns d'arrogance, les autres d'épouvante...

C'est alors que l'heure sonne pour les politiciens, professionnels du parlementarisme. Ils viennent infuser dans les têtes fatiguées des paroles de paix : « ce que la lutte n'a pu faire, de bonnes lois le feront... plus de grèves qui ruinent les deux parties, qui désorganisent la production, mais la conquête légale du gouvernement, la défense légale des travailleurs, l'expropriation légale et équitable des entrepreneurs... » Telles sont les conceptions qui se font jour dans les masses et qui vont pousser au premier plan de la scène politique le Labour Party.

LE PREMIER PROGRAMME DU LABOUR PARTY

Comme nous l'avons vu, le Labour party à la fin de la guerre bénéficia de la poussée générale vers le socialisme qui se fit jour dans la petite bourgeoisie comme dans le prolétariat. Les tendances momentanées mirent en avant les procédés de la lutte syndicale et n'accordèrent qu'un minime intérêt à l'activité parlementaire du Labour

party. Cependant celui-ci ne fit que grandir en force par l'adhésion de nouveaux syndicats et individus. Le Labour party n'était plus un simple comité représentant des intérêts ouvriers mais devenait un grand parti politique, l'opposition de sa Majesté. Avant la guerre, il n'avait pas eu besoin de programme, pillant celui des libéraux, mais les tâches nouvelles le contraignaient à avoir enfin un programme original. C'est le projet de programme rédigé en 1918 par Sydney Webb qui fut adopté. C'est le premier manifeste politique que nous devons au Labour party; nous allons l'analyser succinctement. Il s'intitule : « Travail et nouvel ordre social. Un rapport de reconstruction » et débute par le préambule suivant :

« Le système individuel de production capitaliste avec son profit insouciant et son esclavage salarié, avec sa glorification de la lutte sans entrave pour les moyens d'existence et son hypocrite défense de la survivance du plus fort, avec la monstrueuse inégalité de circonstances qu'il produit et ses conséquences qui sont la dégradation et la brutalisation à la fois morales et spirituelles, doit, nous l'espérons, sentir passer le souffle de la mort en même temps que le système politique et les idées dans lesquels il trouve naturellement à s'exprimer. Nous, membres du Labour Party, que nous soyons dans l'opposition ou appelés à administrer le pays, nous refusons à prêter la main à sa survivance. Nous ferons au contraire notre possible pour le voir enterrer avec les millions d'hommes qu'il a envoyés à la mort.

« Ce que nous proposons maintenant comme notre politique, soit dans l'opposition, soit au gouvernement, ne consiste pas en quelques formes diverses mais en un plan systématique de reconstruction immédiate que tout gouvernement, quel que soit son désir, sera obligé d'entreprendre. »

La déclaration entre dans le détail des mesures législatives à prendre :

« 1° Politique sociale.

« a) Augmentation générale du salaire minimum.

« b) ...Le premier effort du L. P. est d'assurer aux membres de la communauté les choses indispensables à une vie saine et digne. Ceci n'est en aucun cas une proposition de « classe ». ...c'est le devoir du gouvernement d'adopter une politique capable de prévenir le chômage plutôt que de le laisser venir puis de chercher vainement à soulager les chômeurs. Le gouvernement peut à sa guise régler les travaux publics de telle sorte qu'il maintienne la demande de travail à un niveau uniforme dans le royaume...

« 2° Contrôle démocratique de l'industrie.

« Le trait principal de ce parti, qui le rend distinct de tous les autres est sa demande d'une adoption véritable du principe de Démocratie :

a) Pleins droits civiques aux militaires.

Représentation proportionnelle.

Parlements très courts.

Abolition de la Chambre des lords.

Ardente opposition à toute révision des lois par la deuxième Chambre.

Assemblées législatives distinctes pour l'Angleterre, l'Ecosse et le pays des Galles. Cabinet d'Empire formé des ministres Anglais, Indiens et des Dominions.

b) Immédiate nationalisation des chemins de fer, mines, électricité et assurances. Contrôle d'Etat sur les boissons.

c) Complète réorganisation de l'éducation.

d) Contrôle étatique de l'agriculture. Réforme agraire. Distribution coopérative des matières premières.

4° Finances.

Système de taxes évitant de rogner sur le « standard of life », de gêner la production et de diminuer toute initiative personnelle. Répudiation de tout tarif protecteur quel qu'il soit, de toute taxation augmentant le prix de la vie. Taxations indirectes réservées aux seuls objets de luxe. Abattement à la base dans l'Income Tax (Impôt sur le revenu) et forte progressivité (Super tax). Taxation directe des terres.

Regradation et augmentation des droits de succession. Prélèvement sur le capital pour la liquidation partielle de la dette nationale.

Utilisation du surplus (?)

« ...un pilier important de la future maison est l'appropriation du surplus pour le bien commun. C'est de ce surplus grandissant constamment, assuré d'une part par les nationalisations, d'autre part par les taxes progressives sur les revenus des riches, que sera tiré le capital utilisé par la société à son perpétuel perfectionnement et à l'augmentation de ses entreprises, c'est ce surplus qui nous délivrera des financiers (!)... De la même source viendra l'argent pour les malades, les infirmes et vieillards.

« Le travaillisme aidera les arts... »

5° Politique extérieure.

« Nous répudions l'impérialisme qui chercherait à dominer les autres races ou imposer notre volonté sur les autres parties de l'Empire. Nous repoussons aussi toute conception égoïste et insulaire de non-intervention dans nos relations avec nos amis d'outre mer. Nous croyons à l'existence des devoirs d'une nation envers une autre, du droit moral des races non adultes sur nous... »

Tel est l'essentiel de cette déclaration-programme.

me, la plus grande affirmation « théorique » que le Labour party nous ait léguée. C'est aussi sa production la plus socialiste et révolutionnaire, car les programmes postérieurs à celui-ci comportent tous des atténuations aux quelques paragraphes à tendances socialistes ou même simplement démocratiques. Une fois pour toutes, il est impossible de traiter sérieusement le préambule « théorique ». Cet invraisemblable pathos n'aborde le capitalisme que dans ses aspects éthiques. Le capitalisme nous apparaît ici que comme un produit du démon destiné à détruire le précepte « aime ton prochain comme toi-même » de la morale chrétienne. Les nouveaux croisés du Labour party sont prêts à se vouer corps et âme à l'anéantissement du capitalisme. C'est là une belle ardeur et nous n'aurions pas grand chose à dire si le fanatisme des puritains, des têtes rondes de Cromwell revivait dans les visages glabres des pasteurs du Labour party. Mais ce n'est là qu'un rêve mystique. Leur haine du démon capitaliste se transforme en sourire devant la très chrétienne constitution du Royaume-Uni, et ils seront convaincus que leur seule présence à la tête du Royaume suffira à l'exorciser.

Le Labour party se défend d'être une organisation de classe. Il ne fait appel qu'aux bons chrétiens dans quelque rang de la société où on les trouve. Bien entendu, ce n'est que l'avis des intellectuels mangeurs de bible, car les ouvriers qui composent les 95 0/0 du parti croient encore à leur détriment que le Labour est le parti de la classe ouvrière. Pour le chômage, il préconise déjà ce qu'il essaye maintenant vainement d'accomplir : la création d'ateliers nationaux ! A partir de ce moment le démon capitaliste n'entre plus en considération ; le parti n'est plus qu'un fabricant de « démocratie ». Le droit de vote aux soldats, la suppression de la Chambre des Lords, ce n'étaient que des concessions au « bolchevisme », c'était parce que les soldats rentrés du front grondaient et se mettaient parfois à créer des conseils de compagnie et de régiment. La semi-autonomie accordée à l'Ecosse et au pays de Galles, les deux foyers d'infection révolutionnaire, c'était aussi une concession aux tendances fédéralistes alimentées par les shop-stewards, de même l'idée d'un cabinet d'Empire où Dominions et Inde seraient sur un plan d'égalité avec l'Angleterre.

Toutes ces mesures appartiennent à un libéralisme bourgeois, à une classe possédante opportuniste qui cède un peu de terrain et plie pour ne pas briser sous la grande vague révolutionnaire qui déferla sur la planète en 1918-19.

Un autre trait de ce programme, c'est qu'il est un monument du Fabianisme. On y trouve les quatre grandes nationalisations réclamées par les Fabiens, l'accession de l'Etat au patronat et la

substitution aux impôts indirects du « surplus » qu'il tirerait des industries nationalisées. Le plus étrange c'est que la nationalisation ne s'appliquerait pas aux banques, pourtant beaucoup plus concentrées (il n'y a que six grosses banques) que les houillères par exemple, et surtout infiniment plus puissantes que n'importe quel consortium industriel. Le capitalisme devrait se réfugier dans sa bastille bancaire ce qui ne le troublerait pas beaucoup. C'est avec le « surplus » que le St-Georges travailliste devrait débâcher le démon capitaliste de son antre financier. Il y a de fortes chances qu'il n'aurait pas agi autrement que M. Snowden qui, en juillet 1926, devant une assemblée de financiers réunis à « Mansion house » les adjurait de sauver l'Angleterre en n'exportant pas leurs capitaux en Amérique.

Le programme fut écrit à une époque où l'ébullition sociale était grande. Il a été trouvé trop révolutionnaire par la suite et on lui en a substitué un autre où les rares points réellement démocratiques comme la suppression de la Chambre des Lords ont disparu. Et il ne s'agit que de programmes écrits ! Que sera-ce quand nous examinerons les actes de ce soi-disant gouvernement ouvrier !

Paul SIZOFF.

A propos de l'Opposition Communiste Allemande

Nous publions ci-après un article du camarade Landau concernant la position prise par l'opposition allemande de droite dans la situation politique présente.

Nos lecteurs savent que le communisme allemand qui se revendique de la 3^e Internationale, est divisé en trois tendances. L'une est celle qui comprend le parti actuel. Son influence est encore très importante, comme viennent de le montrer les élections municipales. La 2^e est la droite, organisée en opposition dissidente (groupe Brandler). Enfin la gauche, organisée dans le *Léninbund*. Naturellement, malgré leurs organisations distinctes, ces tendances ne sont pas toujours bien définies : il y a dans le parti tout un groupe de camarades qui approuve tacitement la droite, de même que dans la droite il y a des camarades qui eussent mieux trouvé leur place dans le *Léninbund*.

Aujourd'hui la droite se développe sérieusement, en organisant sa presse et ses réunions, et en développant une plateforme dont on voit maintenant, après son deuxième congrès, à peu près nettement la figure. Même pour ceux qui pouvaient être enclins à quelque sympathie envers la droite, il apparaît nettement aujourd'hui, que le groupe Brandler est en recul non seulement sur la position de

l'opposition internationale de gauche dont l'origine remonte à 1923-24, mais aussi sur celle du parti. Tout ce que la 3^e Internationale apportait de bon au mouvement ouvrier, elle le rejette, à commencer par l'expérience de la révolution russe qui n'est pour elle qu'un épisode exotique sans rapport aucun avec la révolution socialiste telle qu'elle se déroulera dans l'Europe occidentale. Notre rédaction, mal informée des événements de 1923 en Allemagne et des positions récentes de Brandler, Thalheimer et autres, estimait que cette opposition de droite ne devait être jugée que lorsque son programme serait clairement exprimé, et qu'il fallait faire momentanément confiance aux éléments ouvriers communistes sains qui la composaient. D'autre part nous avons toujours désapprouvé la politique incohérente suivie par le *Léninbund*, et sa tradition bolchevistique ne nous paraissait pas plus recommandable que celle du groupe Treint en France, ou Zinoviev en Russie. Il est certain qu'une tendance dont la position internationale est radicalement fautive ne peut combattre pour une politique marxiste juste dans ses limites nationales. Ainsi, la plateforme internationale de Brandler et Thalheimer est non seulement fautive, mais complètement insuffisante. Nous en avons donné un échantillon dans notre n° 11. Dans deux articles Thalheimer s'efforce de définir la position de son groupe sur les problèmes russes et internationaux. Nos lecteurs ont pu voir qu'il justifie « le socialisme dans un seul pays », et cela ne lui est pas très difficile, il reprend les arguments de Staline-Boukharine : puisque la dictature du prolétariat peut s'affirmer dans un seul pays, la construction économique du socialisme y est aussi possible. Ceci dit, les brandlériens abandonnent l'U.R.S.S. à son propre sort et s'isolent dans l'action nationale du prolétariat allemand. De cette position initiale erronée découlent leurs autres erreurs. Du reste il ne s'agit pas seulement là d'erreurs théoriques, mais aussi d'une pratique mauvaise. Leur attitude est destinée à replier le prolétariat allemand sur lui-même. Nul doute que beaucoup d'ouvriers soient sensibles à la propagande des brandlériens non à cause de leur plateforme politique, mais tout simplement parce qu'ils dénoncent les vices et les méthodes néfastes du parti. Cependamment des méthodes et des manières d'agir ne sont jamais que les figures extérieures d'une certaine action politique menée sur une plateforme déterminée. Si les méthodes et procédés de lutte du parti sont néfastes, c'est parce que l'ensemble de son action politique est mal orientée, et qu'elle se met constamment en contradiction avec les intérêts réels du prolétariat. Ceci n'est pas seulement l'apanage du parti allemand; c'est tout aussi vrai de notre parti français. Mais le fait que les méthodes employées par la droite brandlérienne sont en opposition avec celles du parti ne prouve pas que sa plateforme politique soit forcément juste. C'est même le contraire. Par exemple elle réclame la *démocratie*, non pour que la pensée des éléments prolétariens les plus rigoureux puisse se faire jour et gagner en influence; elle ne réclame pas la démocratie pour son propre compte avant 1928, elle acceptait, avec ses chefs Brandler et Thalheimer prisonniers du parti à Moscou, la direction qu'elle dénonce aujourd'hui. Ce qu'elle veut c'est la démocratie comme garantie de la confusion, et même la déviation des principes marxistes; ainsi en Russie elle n'a jamais levé le petit doigt pour empêcher la répression contre l'opposition prolétarienne, la vraie opposition de gauche; mais elle s'est mise à crier très fort quand Staline s'est retourné contre la droite, les bureaucrates et les koulak. Et aujourd'hui elle estime nécessaire la liberté de toutes les tendances paysannes en U.R.S.S., mais ne trouve pas nécessaire de lutter pour la légalité de la propagande de l'opposition de gauche.

En Allemagne la droite se borne à une attitude défensive, basée uniquement sur la nécessité de la lutte pour un programme minimum dans une période « d'accalmie ».

Au nom de cette attitude elle repousse toutes les leçons de la révolution allemande de 1923, et celles de la révolution d'octobre.

Nous ne nions nullement la nécessité actuelle de définir un programme minimum et une tactique de lutte défensive sur les points où le prolétariat n'est pas aujourd'hui en position d'attaque. Mais cette défense doit trouver place dans une conception générale de la révolution, de ses méthodes et de ses perspectives. Or cette conception générale fait complètement défaut chez les brandlériens. On s'en convaincra facilement par la lecture des articles de Thalheimer que nous avons publiés il y a cinq mois (numéro de Juin).

Mais en dehors du parti officiel et de la droite, trouve-t-on une tendance dont la politique soit juste ? Il est certain que le *Léninbund* et son chef Urbahn n'offrent aucune garantie. La plupart de ses membres et militants ont participé à la « bolchevisation » de 1924-25, qui a été aussi fructueuse en Allemagne qu'en France. Depuis qu'ils ont été exclus du parti et qu'ils ont organisé le *Léninbund*, ils se sont rangés derrière l'opposition russe qu'ils ont toujours soutenue sans bien comprendre, parfois, le sens de sa politique. Depuis un certain nombre de mois sa position théorique a été très chancelante et il est à l'heure actuelle dans une crise intense dont il peut mourir, mais qui peut aussi lui apporter le salut. Il est certain qu'un bon nombre d'ouvriers révolutionnaires entrent dans le *Léninbund* ou appuient son action, parce que sa plateforme générale est celle de la gauche et que ces ouvriers reconnaissent que la politique du parti n'est pas une « politique » ultra-gauche, comme le disent les droitières mais une politique cabotante, centriste, c'est-à-dire une politique qui emprunte des traits nombreux à la politique opportuniste en lui donnant l'allure d'aventures perpétuelles. Parler d'ultra-gauche à propos de la politique du P.C.A., comme de celle de notre parti, c'est s'interdire de voir plus loin que les formules, les étiquettes et les « mots d'ordre » adoptés par les cliques dirigeantes, et ne pas comprendre la mécanique des classes et de la bureaucratie qui engendre l'actuelle situation des partis.

Dans la brochure « La Défense de l'U.R.S.S. et l'opposition », Trotsky a donné une vigoureuse critique de la position du *Léninbund* et de ses nombreuses contradictions. Nous donnons ci-dessous un article de Landau sur la position de la droite. Nous continuerons ainsi à donner la documentation nécessaire en disant aux camarades pourquoi la droite ne satisfait pas aux nécessités actuelles du mouvement révolutionnaire et pourquoi c'est sur le terrain de la gauche que doivent se réunir et lutter nos camarades allemands.

LISEZ LA

VERITE

tous les VENDREDIS

45, Boulevard de la Villette, Paris 10
en vente dans tous les kiosques.

Le numéro, 8 pages, 0 fr. 50.

Pour la province, s'abonner directement, ou réclamer un dépôt à l'administration.

La situation politique en Allemagne et le groupe Brandler

Pour donner un aperçu de toute la profondeur et du caractère principal des contrastes qui séparent la droite de la ligne officielle et surtout de l'opposition léniniste internationale, il est nécessaire d'approfondir quelques questions préliminaires.

Depuis à peu près un an le P. C. A. développe sa « nouvelle ligne » qui doit lui permettre de lutter plus efficacement pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière. Voici les éléments essentiels de cette nouvelle politique : gagner les comités de grève pour diriger les luttes économiques ; lutter pour le pouvoir à l'usine en s'appuyant sur les inorganisés, auxquels on attribue d'ailleurs un rôle décisif dans les luttes économiques, accentuation extrême de la lutte pour le pouvoir dans les organisations de masse (syndicats, associations de libre-penseurs et associations sportives) dirigée contre les réformistes, qu'on assimile, sous le nom de social-fascistes, aux fascistes nationaux.

Ce tournant de la tactique du P. C. A. est incompréhensible et complètement dépourvu de sens si on le considère isolément et non en liaison avec la situation politique dans son ensemble telle que l'évalue le P. C. La direction du P. C. A. part du point de vue que l'Allemagne se trouve à la veille de la révolution prolétarienne. En surestimant démesurément le processus de radicalisation qui existe indubitablement, le P. C. A. a parlé d'un processus permanent de radicalisation des masses, déjà lors du 6^e congrès mondial. Depuis, cette perspective de la direction s'est développée encore davantage.

La philosophie de l'essor révolutionnaire qui transforme la défaite sanglante du 1. mai en une victoire grandiose trouve provisoirement son point culminant dans un « Appel général du Parti » du 25 octobre, dans lequel Thaelmann déclara : « L'appel que nous lançons aujourd'hui est un tournant pour nos ennemis. Notre patience est à bout. Au terrorisme social-fasciste et fasciste nous opposons le terrorisme de masse du prolétariat révolutionnaire... » Cette philosophie qui n'a que peu de choses à voir avec la réalité, a engendré le nouveau tournant tactique du parti.

Si le développement politique de l'Allemagne nous avait vraiment déjà amené une période kérenskyste, s'il y avait vraiment une radicalisation impétueuse des masses ; si le 1^{er} mai, bien que n'étant pas une victoire, était cependant notre « juillet bolchevik » — alors le tournant tactique du parti aurait un caractère tout différent et des conséquences toutes différentes — c'est là le point essentiel — de celles qu'il faut enregistrer. Si, par exemple, à la veille de la révolution, les réformistes accomplissent des scissions dans la lutte pour la domination des syndicats afin de s'assurer un appareil de sabotage contre-révolutionnaire et de brisures de grèves, alors leur action aura certainement, dans les masses, un tout autre retentissement qu'actuellement, et il n'y aura pas un seul ouvrier révolutionnaire qui n'approuvera pas les gestes

les plus audacieux et les plus spontanés de l'opposition.

Mais le gouvernement Müller-Hilferding n'a aucun des traits essentiels du régime kérenskyste, et nous sommes loin, en Allemagne, d'un essor révolutionnaire immédiat, d'une radicalisation impétueuse des masses.

Pour l'instant les masses, bien qu'à une allure accélérée, traversent l'école du réformisme. Les social-démocrates, malgré leur trahison sans exemple du 1^{er} mai, malgré leur politique réactionnaire et bien qu'ils défendent ouvertement et brutalement les intérêts du capital financier au sein du gouvernement, n'ont pas encore perdu leur force d'attraction sur les masses, ils ne se sont pas même encore beaucoup affaiblis. C'est se tromper soi-même d'une manière dangereuse, que de parler de la ruine du parti socialiste comme organisation. Nous voyons justement en ce moment, dans les pays les plus importants, une grande vague d'illusions démocratiques-pacifistes saisir les masses ; nous voyons la bourgeoisie tenir compte de ces phénomènes ; en Allemagne, en Angleterre, demain peut-être en France et en Tchécoslovaquie, nous la voyons appeler les social-démocrates au gouvernement, pour décomposer les masses et faire appliquer par le parti socialiste les méthodes de répression renforcée qui amènent l'accentuation des luttes de classes et le réveil des masses. Il existe aussi des exceptions à la règle, telle que l'Autriche où la bourgeoisie trouve à la désertion de ses réserves de la campagne vers le Parti social-démocrate la réponse suivante : elle avance son aile droite, contre-révolutionnaire et essaie de contenir les masses au moyen d'un système policier à la Metternich.

Le fait que l'activation des masses, le « mouvement à gauche », profite en ce moment surtout au réformisme, n'exclut naturellement pas du tout la possibilité que les pôles extrêmes, communisme et fascisme, continuent à se développer simultanément. C'est justement ce développement des pôles qui permet de reconnaître les héritiers futurs de la faillite de l'ère démocratique-fasciste : *communisme ou fascisme*. Tout aussi systématiquement que le développement du système des partis bourgeois vers la droite, l'amplification accélérée du socialisme national allemand aux dépens des autres partis bourgeois, prouve que toutes les bases existent pour que le fascisme remplace la vague démocratique-pacifiste. Non seulement la tentative — qui échoue — d'instaurer « démocratiquement » le fascisme par le référendum, ne liquide pas ce processus, mais elle l'oriente, au contraire, sur la voie de la violence.

Quel est dans l'étape actuelle le caractère des luttes de la classe ouvrière ? Ont-elles un caractère de « luttes offensives », de « combats d'assaut » comme le prétendent les théoriciens du P. C. A. ? *Cela est certainement faux* : ce sont des luttes de défense de la classe ouvrière contre l'offensive grandissante du capital. Lorsque nous faisons cette constatation, la droite brandliérienne nous dit avoir la même opinion que nous et

en tire les conclusions suivantes : il faut renoncer à vouloir diriger soi-même les luttes, renoncer à accentuer la lutte contre le parti social-démocrate dans les organisations de masse et surtout dans les syndicats, renoncer à avoir des candidats à soi aux élections des conseils d'usine.

La lutte de la droite est dirigée au premier chef contre la nouvelle ligne syndicale du parti, qu'elle dénonce comme étant la liquidation de la tactique de front unique et qui, selon elle, isolera complètement le parti des masses. En quoi consiste cette nouvelle ligne syndicale et quel est son sens véritable ? La droite en parle comme s'il existait un schéma général de la tactique syndicale ; par un accord secret entre Staline et Thaelmann le parti se serait écarté de ces lois « générales » et « éternelles », ces lois « d'airain » de la tactique syndicale, et s'engagerait maintenant dans la politique de scission des organisations de masse ; le parti détruirait « l'unité de la classe ouvrière » — c'est ce que la droite déclame avec la plus grande emphase. Il est certain que la tactique que poursuit actuellement le parti dans les syndicats est tout aussi fautive que sa stratégie des grèves ; les fautes et les dangers de cette tactique résident en tout autre chose que dans « l'infraction aux lois éternelles » telles que Brandler conçoit les règles générales de l'ancienne ligne syndicale.

Il faut convenir d'abord que la nouvelle ligne syndicale est basée sur une pensée tout à fait saine et juste qui est celle de développer l'initiative et l'énergie des masses à l'usine, de lutter contre la toute-puissance du bureaucratisme syndical et de démocratiser la direction de grève par le fait que celle-ci, élue par la masse, serait responsable devant elle. Mais le système de la « philosophie de barricades » a rendu inopérante dès l'origine cette pensée juste ; à « la veille de la révolution » face à la « radicalisation impétueuse des masses », le centrisme dominant n'a pas entrepris d'éduquer les masses dans des formes de lutte plus après et plus indépendantes, mais il a inventé une nouvelle gymnastique révolutionnaire. Au lieu de lutter systématiquement et avec persévérance pour obtenir que les ouvriers, dans leurs usines, se familiarisent avec l'idée de choisir pour la lutte des directives à eux, le parti se mit à organiser une grotesque « propagande de l'action ». D'abord il fit une propagande pour la direction des grèves dans la lutte des ouvriers de la Ruhr en 1925. Cette propagande n'ayant pas de succès, ou plutôt, pas de succès notable, le parti s'empara de sa propre autorité de la direction des grèves, en faisant élire par des minorités infimes d'ouvriers d'usine, pour la plupart inorganisés, des directions de lutte qui n'eurent évidemment aucune influence et ne firent que discréditer l'idée de la direction des grèves.

Les théoriciens de la « gymnastique révolutionnaire » répliquèrent à leur manque de succès auprès des grandes masses d'ouvriers syndiqués par l'idéalisation des inorganisés. Grisé par « l'élan révolutionnaire » la direction du parti tenta de sauter toute une série d'étapes de la radicalisation des masses et d'augmenter la dynamique de la lutte par des injections artificielles.

Certes, dans des époques fortement révolutionnaires, les masses apprennent en quelques jours ce qu'elles mettent de longues années à appren-

dre dans d'autres circonstances. Quand la crise révolutionnaire grandit, elles sautent parfois des étapes, elles les abrègent et il faut au parti tout l'élan, la plus grande audace et la plus grande élasticité pour ne pas rester en arrière du développement vertigineux. Mais c'est que la situation actuelle en Allemagne ne correspond pas à un stade révolutionnaire aigü ; et comme le parti ne comprend pas cela il prend le chemin de l'aventurisme.

Mais dans la lutte contre cet esprit d'aventure, la droite ne combat pas les conséquences d'une fausse appréciation politique de la situation — avec son schéma fait pour des généralités elle abat l'esprit vivant de la dialectique révolutionnaire et elle érige sur sa tombe le « guide du bon syndicaliste » qui continue son vieux bonhomme de chemin, sans s'occuper, par principe, d'une chose aussi « moderne » que celle « de prendre la direction des grèves ».

Nous n'avons donné ici qu'un exemple. Quelques mots encore au sujet d'une autre question, elle aussi très importante : la théorie du social-fascisme. Lorsqu'elle fut inventée, la droite fit grand bruit et s'écria : « la social-démocratie est exactement telle qu'elle a toujours été depuis 1914 ».

Les deux points de vue sont faux. Il est vain d'expliquer longuement que toute la théorie du social-fascisme est un artifice grossier et ôte émanant d'esprit ignorants qui n'ont pas compris que « la social-démocratie et le fascisme sont deux pôles différents du front bourgeois, qui s'allient au moment du danger, mais qui sont néanmoins deux pôles » (Trotsky : « La révolution internationale et H. C. » p. 106 de l'édition allemande).

Mais la conception de la droite est tout aussi fautive. Selon elle la social-démocratie est une formation politique fixe, non soumise à un certain développement.

Nous avons déjà parlé dans un autre article du développement de tous les partis bourgeois allemands vers la droite, et c'est en liaison avec cette tendance que s'effectue la marche réactionnaire de la social-démocratie allemande. Le massacre du 1^{er} mai et la menace de dictature de Wels au congrès de Magdebourg sont des indications de cette ligne.

Les réformistes essaient de réprimer et d'étouffer dans les syndicats, d'une façon plus brutale et plus éhontée que dans le passé, tout obstacle à leur politique. Ils veulent la scission, ils cherchent la scission, spécialement en ce moment où le gauchissement des masses est loin d'être impétueux. En ce moment les masses, bien qu'elles ne passent pas en foule du réformisme au communisme, vont cependant du camp de la bourgeoisie à celui de la social-démocratie ; et de ce fait l'instant est très favorable aux réformistes pour détacher l'avant-garde révolutionnaire. (Dans les derniers six mois, de mars à septembre 1929, les syndicats libres se sont accrus de 76.060 membres, et ont atteint le chiffre de 4.942.986 membres.) Ebloui par la philosophie de l'« élan révolutionnaire » le parti répond aux provocations les plus grossières des réformistes et essaie, par-ci par-là, de mettre sur pieds des syndicats à lui, des organisations sportives et groupements de libre-penseurs à lui. C'est là une faute dangereuse. Non pas parce que cela détruit « l'union de la classe ouvrière », comme dit la droite en gé-

missant. L'union de la classe ouvrière n'est pas une question abstraite et surtout pas une question d'organisation. Par union de la classe ouvrière nous n'entendons pas du tout parler d'un fétichisme comme celui de la droite envers les syndicats. On peut très bien imaginer et il est même probable — comme nous l'avons dit au début — que les réformistes auront recours à des exclusions en masse dans les syndicats, au cours du processus d'accentuation des contradictions de classes, si la crise révolutionnaire évolue vite. Nous n'avons pas à nous casser la tête aujourd'hui sur la question de savoir quelles mesures concrètes un parti communiste devra prendre lorsque les masses seront à sa suite lorsqu'il faudra prendre une décision immédiate, lorsque la lutte de classe aura pris la forme de guerre civile et que l'appareil et les masses représenteront dans les syndicats deux fronts différents de la barricade. C'est avec les fétichistes à la Brandler que le parti révolutionnaire aurait le moins à discuter.

Mais en ce moment, où la situation n'a pas un aspect révolutionnaire aigu, la tactique du parti équivaut à l'isolement de l'avant-garde révolutionnaire. Car les masses se chiffrent par millions, ne nous suivent pas encore, elles suivent le réformisme. Ainsi la tactique du détachement organisationnel de l'avant-garde aboutit à l'affaiblissement de notre influence sur les masses et au renforcement du réformisme.

Le parti, guidé par le centrisme, fait une dangereuse politique d'aventure, et la droite ne lui conseille pas d'organiser la révolution prolétarienne mais de suivre le chemin de la moindre résistance.

Les enseignements que la droite n'a pas su tirer de 3 révolutions.

La droite mène une lutte acharnée non pas contre les fautes néfastes des « stratèges de l'assaut », mais contre toute démarche politique en général visant le renforcement de la lutte contre la social-démocratie, c'est là une tradition profondément enracinée dans la droite. Ce n'est pas par hasard qu'elle met de plus en plus la question de 1923 en tête de sa propagande. Il y a plus de six mois, Thalheimer écrivit dans son étude « De quoi s'agit-il ? » : « Véritablement, de quoi s'agit-il, si nous faisons abstraction des détails ? Cette question s'éclaire de la meilleure façon si nous prenons comme point de départ les problèmes de 1923. Aujourd'hui une chose est parfaitement claire : la faute fondamentale de 1923, fut de transposer le schéma, le modèle révolutionnaire de la révolution russe de 1917 à une situation toute différente, à des rapports de classe tout différents » (p. 14).

Non seulement la droite n'a pas encore compris aujourd'hui ses fautes essentielles de 1923, mais au contraire, elle est en train d'élever ses fautes à un principe. Sous le couvert de la lutte contre la « légende d'octobre » elle crée un système de la « politique des réalités » basée sur leur politique de front unique de 1923. C'est justement leur incompréhension absolue de l'indépendance, du rôle dirigeant du parti qui mena 1923 à sa défaite. Et non pas seulement en octobre. La droite fait un effort tout à fait vain en analysant les

différentes questions de l'octobre allemand constatant pour chacune d'elles : « Tout ce que nous avons fait, fut bien fait ». Toute la ligne du parti allemand de 1923, depuis la résistance à la Ruhr jusqu'à la politique en Saxe — y compris l'excursion de Radek, Remmele, Ruth Fischer chez les socialistes nationaux — ne correspondait pas à la crise sociale et politique s'accroissant chaque jour.

Ils n'ont pas mieux compris les leçons de la révolution allemande, que les erreurs fondamentales de la direction Staline-Boukharine dans la révolution chinoise. Leur critique ne s'éveilla que lorsque l'opportuniste sanglant tenta de se laver dans l'aventure de Canton. Habitée à se dresser contre l'ultra-gauche, la droite comprit fort bien, à ce moment, tout ce que la politique de Heinz Neumann avait de criminel, tandis qu'elle avait approuvé la ligne de l'I. C. jusqu'au moment de l'aventure cantonnaise. La droite décline les expériences fondamentales de la révolution d'octobre en luttant contre la « transposition du schéma, du modèle révolutionnaire de la révolution russe de 1917 à... des rapports de classes tout différents », et il ne faut donc pas s'étonner qu'elle soit, dans ses points essentiels, d'accord avec la politique du régime actuel en Russie. Ainsi M. N. Roy écrit : « Les hommes qui portent la responsabilité des faux points de vue qui règnent dans l'Internationale sont les mêmes qui poursuivent dans les affaires russes une ligne juste dans son ensemble ». (*Gegen den Strom*, N° 41). Le point de vue politique sous lequel la droite aborde les questions essentielles de la révolution russe est encore plus importante que sa solidarité avec Staline. Et là on peut voir non seulement son incompréhension totale des forces d'impulsion de la révolution mais aussi toute l'étroitesse de leur horizon. M. N. Roy, qui, dans les questions internationales est celui qui a, dans le camp de la droite, les vues les plus « larges » dit dans l'article que nous venons de citer : « A l'arrière-plan de toutes ces discussions il y avait la lutte pour la direction : qui remplacerait l'illustre mort ? (Lénine). C'était là la question centrale qui dominait secrètement la situation ».

Est-ce possible ? Roy, qui malgré tout dispose d'une longue expérience révolutionnaire, qui, au II^e congrès mondial, collabora avec Lénine pour les thèses sur les questions coloniales, aboutit aujourd'hui à la sagesse vulgaire du pire petit-bourgeois pour qui le jeu changeant des forces de classes dans la révolution devient la simple formule de la lutte des chefs pour le pouvoir. La destinée de M. N. Roy, qui fut jadis aux premiers rangs du communisme international, et qui voit aujourd'hui dans les pires banalités petites-bourgeoises de grandes révélations, reflète la destinée de toute la droite : une partie fatiguée de l'I. C., incapable de lutter contre la politique de décomposition du centrisme, se trouve en pleine retraite idéologique et retourne occuper les positions social-démocrates de son propre passé.

Kurt LANDAU.

ABONNEZ-VOUS !

Et après ?

L'opposition de gauche et le Parti Communiste de l'URSS

De nombreux opposants se sont, comme on le sait, ralliés à la « Déclaration » de Rakovski, Kaslor et Okoudjava. Cette « Déclaration » n'apporte aucun changement à la ligne fondamentale de l'opposition. Au contraire, sa signification est une confirmation de cette ligne à une nouvelle étape. La déclaration repousse la tactique que les staliniens ont si perfidement et avec tant d'insistance, attribuée à l'opposition : la lutte armée pour le pouvoir contre le P. C. de l'U. S. La « Déclaration » réitère que l'opposition reste entièrement dans la voie des réformes intérieures et que, ainsi qu'auparavant, elle est toute prête à poursuivre son travail, dans le cadre d'un parti unique. Cet état d'esprit lui est dicté par son inébranlable conviction que, dans des conditions de démocratie du parti, l'opposition, par des méthodes normales, gagnera à sa cause le noyau prolétarien du parti. Mais, dira-t-on, vous convenez vous-même que cela n'est possible qu'avec une démocratie réelle du parti. Or, l'absence totale de démocratie constitue la caractéristique principale du régime de Staline. Dans ces conditions, la déclaration ne devient-elle pas une fiction ?

Non, la « Déclaration » n'est pas une fiction, mais une nouvelle vérification publique au régime du parti. Ce régime est-il capable ou non, malgré les leçons reçues, de remédier, ne serait-ce qu'en voir, à l'immense mal qu'il a causé au parti et à la révolution ? Est-il, aujourd'hui, capable ou non de montrer quelque initiative, pour faire cesser les dangers que seul un aveugle ne saurait voir ? Est-il capable ou non, après l'expérience des dernières années, les oscillations d'un côté et de l'autre, les plus dures pertes, ainsi que la *cruelle baisse d'autorité* subie par la direction du parti, l'appareil de Staline est-il capable ou non de *faire un pas sérieux vers les méthodes léninistes de vie du parti et de direction* ?

La déclaration de l'opposition, place une fois de plus, cette question sur un nouveau plan. Le ton extrêmement retenu de ce document, son absence d'indications sur le caractère *pernicieux de la politique centrisme* au point de vue international, de même que les remarques sur l'évolution des centristes, dans différentes questions, vers la gauche, tout ceci fut dicté, sans doute, par l'intention de faciliter à l'appareil les premiers pas vers un régime de parti plus sain. De plus, ce ton devait de nouveau montrer au parti que l'opposition place le fond au-dessus de la forme et les intérêts de la révolution au-dessus des ambitions personnelles et des ambitions de clans. Elle est prête à occuper, dans le parti, la place la plus modeste. Mais elle n'est consentante à l'occuper, qu'en restant elle-même, non seulement en conservant tous ses points de vue qui, au cours des événements, ont reçu une si éclatante confirmation, mais aussi en défendant son droit de lutte intérieure, pour que ses points

de vue deviennent ceux du parti. Voilà la signification de la déclaration du 22 août.

A présent, nous possédons la réponse à cette déclaration, réponse non-officielle mais bien authentique, sous la forme d'un article de Yaroslavski. Il s'agit, chez nous, d'une trop grande et trop importante question, celle de l'avenir du P. C. de l'U. S. et de la révolution. Chacun comprendra que, pour cette raison, nous aurions préféré laisser de côté un article malhonnête ainsi que son impudent auteur. Mais Yaroslavski est maintenant le gardien de l'appareil du parti. Son article est le document d'un responsable. De ce fait il est impossible de ne pas s'y arrêter.

L'article de Yaroslavski représente la « Déclaration » de l'opposition, comme une tentative de *tromper le parti*. Par cette appréciation, comme nous allons de suite le démontrer, Yaroslavski donne, non seulement une critique accablante du régime de Staline, mais confirme la justesse de la « Déclaration ».

En quoi et comment, la déclaration trompe-t-elle le parti ? Yaroslavski fait à ceci une réponse, non politique, mais policière. C'est en tirant des citations d'une lettre confisquée, d'un opposant déporté, et en trichant grossièrement, qu'il construit son « accusation ». La signification politique de notre « Déclaration » n'existe pas pour lui. Cependant cette signification saute aux yeux de ceux qui trompent le parti et de ceux qui exploitent cette tromperie.

Lorsque, dans ses conversations et lettres privées, Radek déclare que « la plateforme de l'opposition s'est brillamment justifiée », alors qu'officiellement, il renie cette plateforme comme étant soi-disant fausse, Radek trompe sciemment le parti. Yaroslavski est parfaitement au courant des affaires, car il ne vit que des confiscations et lectures de l'opposition. Mais Yaroslavski est non seulement le protecteur du parti, mais aussi, l'inspirateur de Radek, en ce qui concerne la mystification idéologique du parti.

Lorsqu'ils faisaient partie de l'opposition, Zinoviev, Kamenev, etc., racontaient avec détails, comment ils avaient, en compagnie de Staline, de Yaroslavski, etc., inventé le mythe « trotskisme », afin de lutter contre Trotsky. Maintenant, ceux-ci renient le trotskisme à la demande de Yaroslavski; n'achètent-ils pas ainsi leur retour au parti, au prix d'une tromperie ?

Lorsque, au VI Congrès, puis en août 1928, Staline affirmait publiquement, qu'il n'existait pas de divergences dans le comité central, et que, les bruits de lutte entre les centristes et la droite, étaient inventés par les trotskistes, Staline *trompait* le parti, afin de transformer la lutte idéologique contre la droite, en machinations organisées, et empêcher le parti de comprendre que Staline ne citait que quelques lambeaux et parcelles de la plateforme de l'opposition. Le nombre de ces exemples pourrait être multiplié sans fin, car un régime de chancellement centrisme et de

violences bureaucratiques, n'est nécessairement qu'un régime de *tromperie systématique du parti*.

Mais en quoi la tromperie consiste-t-elle, de la part de l'opposition ? Elle ne dit que ce qui existe, elle ne renie pas ses opinions à haute voix, pour les prêcher tout bas. Elle ne s'attribue pas les fautes commises en réalité par le comité central. Sans feindre, sans changer de voie, sans masque, elle a une fois encore frappé à la porte du parti. A la question du portier : qui est là ? elle répond : « les bolcheviks-léninistes (opposition.) » A la question : renoncez-vous à vos opinions, elle répond : « non, nous les considérons comme absolument justes ». — « Que voulez-vous alors ? » — « Nous voulons, répond l'opposition, lutter avec le parti contre les ennemis de classe et lutter dans le parti pour nos opinions, avec des méthodes de persuasion d'un parti normal ».

Où est la tromperie ? Où est l'ombre d'une tromperie ?

Et que peuvent changer à ce dialogue clair et droit, les filouteries mesquines et les citations d'une lettre personnelle ?

Mais la franchise avec laquelle l'opposition réclame sa réintégration dans le parti ne semble pas tout à fait fortuite au gardien de l'appareil qui y voit une tentative de le tromper. Les opposants ne savent-ils pas — ceci est l'idée intime mais bien évidente de Iaroslavski — qu'il ne peut laisser entrer que des gens ayant les jambes cassées, la colonne vertébrale déviée et prêts à déclarer noir ce qui est blanc ? De quel droit des gens ayant conservé leur échine politique intacte osent-ils frapper à la porte et troubler le repos du portier ? Visiblement pour tromper le parti !

A la proposition de l'opposition, de rétablir l'unité du parti sur les bases léninistes, Iaroslavski répète servilement la réponse que les social-démocrates faisaient aux communistes, lorsque ceux-ci essayaient d'instituer le *front unique de lutte contre la bourgeoisie*. Les chefs de la social-démocratie, nous le savons, affirmaient invariablement que les communistes ne désiraient pas de front unique, leur but étant, au contraire, la division de la classe ouvrière, et qu'en proposant le front unique ils ne faisaient que tromper les masses travailleuses. Pour ce faire, les social-démocrates ne se rapportent pas aux lettres personnelles/confisquées (et déformées), mais aux articles et discours des chefs du communisme. L'indignation des social-démocrates se nourrit, dans ce cas, de la conscience de son impuissance à la lutte. « Les communistes savent pourtant que nous ne pouvons et ne voulons lutter contre la bourgeoisie, — pourquoi nous offrent-ils le front unique ? Vous trompez les masses !!! — Non, — répondent les communistes, c'est vous qui, en vous faisant passer pour des lutteurs, trompez la masse et nous vous démasquons devant elle. Si vous ne voulez pas être démasqués mettez vous en devoir de lutter !

C'est en représentant la fraction de Staline, comme la gardienne de l'unité du parti, que Iaroslavski trompe le parti. Non seulement le P. C. de l'U. S., mais tous les partis de l'Internationale sont divisés en trois parties. Tous les organisateurs et dirigeants du Comintern de l'époque de Lénine ont été éloignés et en nombre écrasant, exclus du parti. Le prestige du communisme mondial, continue à tomber : celui qui dit le contraire, trompe le parti. Le plan quinquennal

d'industrie, le projet de statistique du développement économique, ceci ne résout pas la question. Le parti est l'arme historique et fondamentale du prolétariat. Dans son état actuel, avec son orientation de principe actuelle, son régime et sa direction d'à présent, le parti ne peut venir à bout de sa tâche. En république soviétique, la façade de l'appareil gouvernemental, héritage de la révolution d'octobre, masque la véritable situation du parti. Ce voilement n'existe pas en pays capitalistes. Le communisme international subit des pertes sur toute la ligne et continue à reculer. Or, sans une Internationale bien dirigée, aucun plan quinquennal ne conduira au Socialisme.

Dans ces conditions, l'opposition a, une fois de plus, tenté de rétablir l'unité du parti. Nous n'avons, naturellement jamais douté une minute, que cette tentative serait repoussée. Maintenant cela est arrivé. La réponse est donnée. La lumière nécessaire à ceux qui en avaient besoin, est faite. Bien des opposants ayant signé la déclaration de Rakovski, se sépareront sans doute encore de leur noyau de base. Qu'ils aillent leur chemin ! Car ce noyau de base a pu, durant ces derniers mois, se remettre complètement du coup donné dans le dos par ceux qui ont capitulé. L'effet de ce coup fut, sur le moment, démesurément fort du fait de l'isolement des opposants. Le plus mauvais moment fut en juin - juillet. Aussi, n'est-ce pas en vain que Iaroslavski est obligé de citer la lettre de juin. La rédaction du « Bulletin » reçoit maintenant, des dizaines de lettres témoignant de ce que la crise de l'opposition est surmontée. La réponse de Iaroslavski souligne une période entière. Les Centristes de gauche, qui, par nécessité, faisaient partie de l'opposition jusqu'à la scission du bloc centriste-droit, se sont éloignés d'elle quand le centrisme officiel a tourné à gauche. Cela est dans l'ordre des choses.

L'opposition léniniste resserre ses rangs. Il faut que nous nous regroupons, aussi bien sur une échelle nationale, qu'internationale. A l'égard de l'U. R. S. S. et du P. C. de l'U. S., comme à l'égard de l'Internationale, notre méthode reste comme auparavant celle des réformes. Mais nous ne sommes pas prêts à lutter pour ces réformes dans le cadre de légalité que, dans la lutte pour leur conservation, Staline et son Iaroslavski rétrécissent constamment. Nous estimons nécessaire de doubler nos efforts pour l'organisation des bolcheviks-léninistes, comme fraction au sein du communisme, pour la création d'une littérature d'opposition, pour l'édition systématique du bulletin d'opposition, pour son introduction en U. R. S. S. et sa diffusion normale parmi les travailleurs d'avant-garde de la république soviétique. Nous prions ceux qui pensent comme nous de bien vouloir nous aider en cette affaire.

LA REDACTION DU BULLETIN
DE L'OPPOSITION RUSSE.

Le Gérant : Pierre NAVILLE



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant., 32, Paris (20)